

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

APPLICATION FOR REVIEW
OF JUDGEMENT No. 333 OF THE UNITED
NATIONS ADMINISTRATIVE TRIBUNAL

ADVISORY OPINION OF 27 MAY 1987

1987

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

DEMANDE DE RÉFORMATION
DU JUGEMENT N° 333 DU TRIBUNAL
ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES

AVIS CONSULTATIF DU 27 MAI 1987

Official citation :

*Application for Review of Judgement No. 333 of
the United Nations Administrative Tribunal, Advisory Opinion,
I.C.J. Reports 1987, p. 18.*

Mode officiel de citation :

*Demande de réformation du jugement n° 333
du Tribunal administratif des Nations Unies, avis consultatif,
C.I.J. Recueil 1987, p. 18.*

Sales number

N° de vente :

532

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 1987

27 mai 1987

1987
27 mai
Rôle général
n° 72DEMANDE DE RÉFORMATION
DU JUGEMENT N° 333 DU TRIBUNAL
ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES

Requête pour avis consultatif présentée par le Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies — Article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies.

Compétence de la Cour — Opportunité, pour la Cour, de donner l'avis demandé — Nature et portée de l'avis consultatif demandé — Détermination par la Cour du sens et de la portée des questions soumises pour avis consultatif — Pouvoir de la Cour de rechercher et de formuler les questions juridiques véritablement en jeu — Portée des questions soumises à la Cour.

Contestation du jugement au motif que le Tribunal administratif a omis d'exercer sa juridiction — Question de savoir si le Tribunal a fait porter sa réflexion sur un point, en tant que critère permettant de déterminer si le Tribunal a omis d'exercer sa juridiction — Importance des opinions jointes au jugement.

Contestation du jugement au motif qu'une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte des Nations Unies a été commise — Tâche incombant à la Cour — Sens de l'«erreur de droit concernant les dispositions de la Charte» — Devoir de la Cour de se pencher sur une erreur de ce genre, que celle-ci ait ou non une incidence sur le règlement de l'affaire par le Tribunal — Article 101, paragraphe 1, de la Charte — Article 100, paragraphe 1 — Article 101, paragraphe 3 — Article 8 — Article 2, paragraphe 1 — Article 100, paragraphe 2.

AVIS CONSULTATIF

Présents: M. NAGENDRA SINGH, Président; M. MBAYE, Vice-Président; MM. LACHS, RUDA, ELIAS, ODA, AGO, SETTE-CAMARA, SCHWEBEL, sir Robert JENNINGS, MM. BEDJAOUI, NI, EVENSEN, TARASSOV, juges; M. VALENCIA-OSPINA, Greffier.

Au sujet de la demande de réformation du jugement n° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies,

LA COUR,

ainsi composée,

donne l'avis consultatif suivant :

1. La Cour a été saisie des questions sur lesquelles un avis consultatif lui est demandé par une lettre du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies datée du 28 août 1984 et enregistrée au Greffe le 10 septembre 1984. Dans cette lettre, le Secrétaire général porte à la connaissance de la Cour que, le 23 août 1984, conformément à l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies, le Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies a décidé que la demande dont il était saisi, concernant le jugement n° 333 dudit Tribunal, reposait sur des bases sérieuses et a prié en conséquence la Cour de donner un avis consultatif à ce sujet. La décision du Comité, qui est intégralement reproduite dans la lettre du Secrétaire général et dont le texte certifié conforme en anglais et en français est joint à cette lettre, est ainsi conçue :

« Le Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif, à la 4^e séance de sa vingt-quatrième session, tenue le 23 août 1984, a décidé que la demande de réformation du jugement n° 333 du Tribunal administratif rendu à Genève le 8 juin 1984 repose sur des bases sérieuses au sens de l'article 11 du statut du Tribunal.

En conséquence, le Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif prie la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur les questions suivantes :

« 1) Dans son jugement n° 333, du 8 juin 1984 (AT/DEC/333), le Tribunal administratif des Nations Unies a-t-il manqué d'exercer sa juridiction en ne répondant pas à la question de savoir s'il existait un obstacle juridique au renouvellement de l'engagement du requérant à l'Organisation des Nations Unies après la venue à expiration de son contrat le 26 décembre 1983 ?

2) Le Tribunal administratif des Nations Unies, dans le même jugement n° 333, a-t-il commis une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte des Nations Unies ? »

2. Conformément à l'article 66, paragraphe 1, du Statut de la Cour, la requête pour avis consultatif a été notifiée, par lettre du Greffier adjoint en date du 28 septembre 1984, à tous les Etats admis à ester devant la Cour; copie de la lettre du Secrétaire général reproduisant la décision du Comité a été transmise à ces Etats.

3. Conformément à l'article 65, paragraphe 2, du Statut et à l'article 104 du Règlement de la Cour, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a transmis à la Cour un dossier de documents pouvant servir à élucider la question; ces documents sont parvenus au Greffe en langue anglaise le 20 décembre 1984 et en langue française le 3 janvier 1985. Le 6 mars 1987, sur les instructions de la Cour, le Greffier a prié le Secrétaire général de fournir certains renseignements généraux en complément de ceux qui figuraient dans le dossier. Ces renseignements ont été fournis le 27 avril 1987.

4. Le 13 septembre 1984, le Président de la Cour a jugé que l'Organisation des Nations Unies et ses Etats Membres étaient susceptibles de fournir des renseignements sur la question. Par lettre du 28 septembre 1984, le Greffier adjoint a fait connaître en conséquence à l'Organisation et à ses Etats Membres, en application de l'article 66, paragraphe 2, du Statut, que la Cour était disposée à recevoir des exposés écrits dans un délai dont, par ordonnance du Président rendue le 13 septembre 1984, la date d'expiration avait été fixée au 14 décembre 1984.

5. A la demande du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, cette date a été reportée au 28 février 1985 par ordonnance du Président rendue le 30 novembre 1984.

6. Dans le délai ainsi prorogé, les Gouvernements du Canada, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Italie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ainsi que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ont présenté des exposés écrits; le Secrétaire général a en outre transmis à la Cour, conformément à l'article 11, paragraphe 2, du statut du Tribunal administratif, un exposé de l'opinion de M. Vladimir Victorovich Yakimetz, l'ancien fonctionnaire que concerne le jugement du Tribunal.

7. Par lettre du 5 mars 1985, le Greffier a communiqué des exemplaires de ces exposés à l'Organisation des Nations Unies et aux Etats qui avaient eux-mêmes présenté des exposés, conformément à l'article 66, paragraphe 4, du Statut.

8. Par cette même lettre du 5 mars 1985, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, ont été avisés que le Président de la Cour avait décidé, en application de l'article 66, paragraphe 4, du Statut, d'autoriser tout Etat ou organisation ayant présenté ou transmis un exposé écrit à soumettre des observations écrites sur les exposés faits ou transmis par d'autres et avait fixé au 31 mai 1985 la date d'expiration du délai pour la présentation de ces observations. Cette date a par la suite été reportée au 1^{er} juillet 1985. Dans le délai ainsi prorogé, le Greffe a reçu des observations du Secrétaire général et des Etats-Unis d'Amérique; le Secrétaire général lui a en outre transmis les observations de M. Yakimetz.

9. Le 8 juillet 1985, des exemplaires de ces observations ont été communiqués à l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux Etats qui avaient présenté des exposés écrits; par lettre du 3 novembre 1986, le Greffier leur a fait savoir que la Cour n'avait pas l'intention de tenir audience pour entendre des exposés en l'espèce.

* *

10. Le jugement n° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies, objet de la demande soumise au Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif qui a abouti à la présente requête pour avis consultatif, a été rendu le 8 juin 1984 dans l'affaire n° 322 (*Yakimetz c. le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies*). Les faits de l'espèce, tels qu'ils ressortent des attendus du Tribunal et tels qu'ils sont exposés dans les documents présentés au Tribunal peuvent être résumés comme suit aux fins du présent avis. Le 20 juillet 1977, dans une

lettre adressée au Sous-Secrétaire général aux services du personnel, le représentant permanent adjoint de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies a recommandé que M. Vladimir Victorovich Yakimetz (ci-après dénommé le requérant), ressortissant soviétique qui avait été au service de l'Organisation de 1969 à 1974, soit nommé à un poste de reviseur (P-4) au service russe de traduction de l'Organisation. Le 23 novembre 1977, le requérant s'est vu offrir « un engagement pour une durée de cinq ans en qualité de reviseur au service russe ... détaché de la fonction publique soviétique à l'échelon IV de la classe P-4 (administrateur de première classe) ». La lettre de nomination, dont la date de prise d'effet était le 27 décembre 1977, a été envoyée au nom du Secrétaire général le 28 décembre 1977 et acceptée par le requérant le 24 janvier 1978. Il n'y était pas fait mention d'un détachement et, sous la rubrique « Conditions particulières », il était spécifié : « Néant. » Le 5 octobre 1981, le requérant a été muté en qualité d'administrateur de programmes à la section de la planification des programmes du bureau de la planification et de la coordination des programmes du département des affaires économiques et sociales internationales. Le 6 décembre 1982, le requérant a été recommandé pour une promotion à la classe P-5. L'engagement du requérant a alors été prolongé d'une année, jusqu'au 26 décembre 1983; la lettre de nomination, datée du 8 décembre 1982, contenait une condition particulière suivant laquelle le requérant était « détaché de la fonction publique de l'Union des Républiques socialistes soviétiques », condition qu'il a acceptée sans la commenter.

11. Le 8 février 1983, le Sous-Secrétaire général à la planification et à la coordination des programmes, estimant que le « bureau aurait tout intérêt à ... garder » le requérant, a informé celui-ci qu'il avait l'intention de demander une prolongation de son contrat après sa venue à expiration, le 26 décembre 1983, et l'a prié de lui faire savoir s'il était en mesure d'accepter cette prolongation. Le Tribunal administratif a déclaré que :

« Vers la même époque, il est apparu que les autorités soviétiques envisageaient de remplacer le requérant par une autre personne qu'elles avaient déjà choisie et dont elles souhaitaient faire compléter la formation par le requérant. »

Il a ajouté :

« Il a été suggéré à celui-ci de se rendre à Moscou dans ce but au début de 1983, mais la demande de congé du requérant a été rejetée par l'ONU. » (Jugement, par. XI.)

Le 9 février 1983, le requérant a demandé asile aux Etats-Unis d'Amérique. Le 10 février 1983, il a fait savoir au représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies qu'il démissionnait de son poste au ministère des af-

faïres étrangères de l'Union soviétique ainsi que de toutes ses autres fonctions officielles dans la fonction publique soviétique et qu'il avait présenté une demande d'asile au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Par lettre du même jour, le requérant a notifié au Secrétaire général, conformément à la disposition 104.4 c) du règlement du personnel, qu'il avait l'intention d'acquiescer le statut de résident permanent aux Etats-Unis d'Amérique et il l'a informé par la même occasion qu'il avait fait une demande d'asile et qu'il démissionnait « de toutes [ses] fonctions officielles dans la fonction publique soviétique ». Dans cette lettre il déclarait en outre : « je souhaite et entends continuer de m'acquiescer de toutes mes obligations conformément aux dispositions de mon contrat ». Le 28 février 1983, le directeur de la division de l'administration du personnel a informé le requérant que le Secrétaire général avait décidé de le mettre en congé spécial à plein traitement, à dater du 1^{er} mars 1983 et jusqu'à nouvel ordre, conformément à la disposition 105.2 a) du règlement du personnel, et que toute autre décision le concernant serait prise par le Secrétaire général à une date ultérieure. Le 1^{er} mars 1983, le requérant a adressé une lettre au directeur de la division de l'administration du personnel pour qu'il lui fasse connaître les raisons précises « pour lesquelles ce congé [lui avait] été accordé » et lui fournisse des éclaircissements sur un certain nombre de points. Le 11 mars 1983, à la suite d'une communication adressée par l'assistant exécutif du Secrétaire général au directeur de la division de l'administration du personnel, celui-ci a informé le requérant que le Secrétaire général avait aussi « décidé ... qu'il était dans l'intérêt de l'Organisation, à ce stade et dans l'attente d'un examen plus approfondi de la question, que [le requérant ne pénètre] pas dans l'enceinte de l'ONU », avec effet immédiat et jusqu'à nouvel ordre. Dans cette lettre, le directeur de la division de l'administration du personnel a aussi traité de questions posées par le requérant le 1^{er} mars 1983.

12. Le 17 mars 1983, le requérant a écrit au Secrétaire général pour le prier, conformément à la disposition 111.3 a) du règlement du personnel, de réexaminer la décision tendant à le mettre en congé spécial et il a de nouveau demandé qu'on lui explique par écrit pourquoi il était dans l'intérêt de l'Organisation qu'il ne pénètre pas dans l'enceinte de l'Organisation des Nations Unies; il a toutefois ajouté que, suivant l'avis de son conseil et à son corps défendant, il se conformerait évidemment à la décision du Secrétaire général. Le 29 juin 1983, le requérant a été promu à la classe P-5 avec effet au 1^{er} avril 1983.

13. Le 25 octobre 1983, le requérant a adressé un mémorandum au Sous-Secrétaire général à la planification et à la coordination des programmes, dans lequel il rappelait que son contrat de durée déterminée à l'Organisation des Nations Unies devait venir à expiration le 26 décembre 1983 et exprimait l'espoir que, compte tenu de ses états de service, il serait possible de recommander le renouvellement de son contrat à l'Organisation ou, « mieux encore [sa] nomination à titre définitif ». Le 8 novembre 1983, le Sous-Secrétaire général lui a répondu. Après avoir loué le requérant pour son travail, il a conclu :

« De mon point de vue d'administrateur responsable du bureau de la planification et de la coordination des programmes, je ne vois aucune difficulté à recommander une nouvelle prolongation de votre contrat et j'ai l'intention de le faire le moment venu. »

Le 23 novembre 1983, le chef adjoint des services du personnel a informé le requérant, « sur instructions du cabinet du Secrétaire général », que l'Organisation n'avait pas l'intention de prolonger son engagement de durée déterminée au-delà de sa date d'expiration, à savoir le 26 décembre 1983. Le 29 novembre 1983, le requérant a écrit au Sous-Secrétaire général aux services du personnel pour protester contre cette décision et s'est référé à ses « droits acquis en vertu du paragraphe 5 de la partie IV de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale » ; aux termes de cette disposition, citée dans la lettre, l'Assemblée générale

« Décide que, lorsque des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée auront accompli cinq années de service continu en donnant satisfaction, leur cas sera pris équitablement en considération aux fins d'une nomination de carrière. »

Le 2 décembre 1983, le Sous-Secrétaire général à la planification et à la coordination des programmes a, dans une lettre adressée au Sous-Secrétaire général aux services du personnel, indiqué notamment qu'il lui paraissait « extraordinaire qu'une telle décision soit prise sans que le principal responsable du bureau concerné soit consulté ». Le 13 décembre 1983, le requérant a demandé au Secrétaire général de revoir la décision de ne pas prolonger son engagement au-delà de sa date d'expiration ; il a de nouveau invoqué expressément le droit que lui conférait le paragraphe 5 de la section IV de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale.

14. Le 21 décembre 1983, le Sous-Secrétaire général aux services du personnel a répondu au requérant dans les termes suivants :

« Le Secrétaire général a examiné attentivement les questions que vous soulevez dans votre requête du 13 décembre 1983 ... tendant à un réexamen de la décision administrative vous concernant, ainsi que dans votre précédente lettre du 29 novembre 1983, concernant la notification, en date du 23 novembre 1983, vous informant que « l'Organisation n'a pas l'intention de prolonger votre nomination pour une durée déterminée au-delà de sa date d'expiration, à savoir le 26 décembre 1983 ».

Vous déclarez dans vos lettres, après avoir mentionné vos états de service et les évaluations portées par vos supérieurs hiérarchiques, que dans de telles circonstances « la plupart des fonctionnaires ... seraient en droit de s'attendre à ce que leur cas « soit pris équitablement en considération » aux fins d'une nomination de carrière comme le demande la résolution 37/126 IV de l'Assemblée générale ».

Toutefois, votre situation n'est pas la même que celle de « la plupart des fonctionnaires » ayant des états de service comparables

puisque votre présent contrat a été conclu sur la base d'un détachement de la fonction publique de votre pays. Au moment de la signature de votre présent contrat, votre gouvernement a accepté de vous détacher pour un contrat d'un an, l'Organisation est convenue de limiter à cette période la durée de vos services auprès d'elle, et vous aviez vous-même connaissance de cet arrangement qui ne saurait par conséquent vous autoriser à compter sur une prolongation sans la participation de toutes les parties initialement en cause.

De surcroît, vous êtes titulaire d'un engagement pour une durée déterminée qui, conformément à ce qui est expressément indiqué dans la disposition 104.12 b) du Règlement du personnel et réaffirmé dans votre lettre de nomination, « n'autorise pas ... à compter sur une prolongation ou sur une nomination d'un type différent ».

Au vu de ce qui précède, les raisons que vous avancez dans votre mémorandum du 13 décembre n'impliquent pas que le Secrétaire général doive modifier la décision qui vous a été communiquée par lettre du 23 novembre 1983. Cette décision est maintenue et le Secrétaire général n'est donc pas en mesure d'accéder à votre demande tendant à ce que « la décision de l'administration soit rapportée et que [votre] nom soit transmis à l'organe compétent en matière de nominations et de promotions afin que [votre] cas soit équitablement pris en considération » aux fins d'une nomination de carrière.

Si vous souhaitez poursuivre votre action, le Secrétaire général est disposé à accepter que votre requête soit directement soumise au Tribunal administratif.»

Le 6 janvier 1984, le requérant a déposé devant le Tribunal administratif des Nations Unies la requête qui a donné lieu au jugement n° 333.

15. Après l'introduction de la requête devant le Tribunal administratif des Nations Unies, le requérant a déposé une nouvelle demande d'emploi à l'Organisation des Nations Unies; ce fait n'a pas été mentionné par le Tribunal dans son jugement (bien qu'il ait été évoqué dans les pièces soumises au Tribunal). Le 9 janvier 1984, comme l'indique l'exposé transmis à la Cour au nom du requérant par le Secrétaire général, le requérant a envoyé à la division du recrutement du bureau des services du personnel une nouvelle notice personnelle (formule P-11) « par laquelle il demandait un emploi à l'Organisation des Nations Unies ». Sous la rubrique 4 (Nationalité(s) à la naissance), il indiquait : « URSS. » Sous la rubrique 5 (Nationalité(s) actuelle(s)), il indiquait : « USA, en instance. » Sous la rubrique 16 (Avez-vous un visa de résidence légale permanente dans un pays autre que celui dont vous êtes ressortissant(e) ? Dans l'affirmative, de quel pays s'agit-il ?), il indiquait : « Oui. USA. » Sous la rubrique 17 (Avez-vous entrepris des démarches officielles en vue d'acquérir une nationalité autre que votre nationalité actuelle ? Dans l'affirmative, donnez tous renseignements utiles), il écrivait : « J'ai demandé la citoyenneté améri-

caine. Le projet de loi n° S.1989 a été déposé devant le Sénat des Etats-Unis. » Le requérant a déclaré n'avoir reçu aucun accusé de réception de sa demande, ce qui n'a pas été démenti par le défendeur.

16. Le requérant a introduit cette nouvelle demande d'emploi à l'Organisation des Nations Unies après que M. J. Sills, un porte-parole du Secrétaire général, eut déclaré en réponse à une question qui lui avait été posée le 4 janvier 1984, lors d'une conférence de presse :

« Si M. Yakimetz décidait de faire acte de candidature à un poste à l'Organisation des Nations Unies, son cas serait pris en considération de même que celui des autres candidats à ce poste, y compris à son ancien poste. »

Le même jour paraissait dans le *New York Times* un article consacré au non-renouvellement du contrat du requérant. Dans cet article, les propos de M. de Olivares, assistant exécutif du Secrétaire général, étaient ainsi rapportés :

« Nous ne l'avons pas prolongé parce que nous ne le pouvons pas », a déclaré M. Emilio de Olivares, proche collaborateur de M. Pérez de Cuéllar, à propos du contrat de M. Yakimetz.

M. de Olivares a déclaré qu'en vertu de la législation soviétique, M. Yakimetz demeure citoyen soviétique... En outre, comme tous les employés soviétiques du Secrétariat, il était officiellement « détaché » par son gouvernement d'origine...

Pour pouvoir prolonger le contrat, a déclaré M. de Olivares, l'assentiment soviétique était essentiel. Mais, a-t-il déclaré, « les Soviétiques ont refusé. »

M. Patricio Ruedas, Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion, a adressé au *New York Times* une lettre, publiée le 25 janvier 1984, dans laquelle il commentait ledit article. Il y mentionnait d'autres hauts fonctionnaires qui avaient été détachés ainsi que les textes législatifs des Etats-Unis autorisant le détachement et concluait :

« L'Organisation des Nations Unies s'efforce d'obtenir des fonctionnaires qualifiés auprès de chacun de ses Etats Membres. Dans le cadre des procédures normales de recrutement, l'on a eu recours et l'on continue d'avoir recours à des recrutements directs ainsi qu'à des prêts des gouvernements. La principale différence entre les deux types de recrutement est qu'une personne qui est prêtée doit retourner dans la fonction publique de son pays à moins que le gouvernement intéressé n'accepte qu'il en soit autrement, principe qui est applicable dans tous les cas, et pas seulement au cas de l'URSS. »

17. Le Tribunal a résumé les principaux arguments du requérant comme suit :

« 1. Lorsque la décision contestée a été prise, il n'y avait pas d'obstacle juridique s'opposant au maintien en fonction du requérant à l'ONU, et il n'y en a pas non plus à l'heure actuelle :

- a) le requérant n'était pas détaché au sens juridiquement reconnu du terme;
- b) après le 10 février 1983, le défendeur n'était ni tenu ni en droit de solliciter ou de recevoir des instructions concernant le requérant d'une autorité extérieure à l'Organisation;
- c) après le 26 décembre 1983, il n'existait aucune restriction juridique quant au renouvellement de l'engagement du requérant par l'ONU;

2. Le requérant était légalement et moralement en droit de s'attendre à être maintenu en fonction à l'ONU et à ce que sa candidature soit équitablement prise en considération aux fins d'une nomination de carrière.

3. Le droit du requérant à ce que le renouvellement de son engagement soit équitablement envisagé lui a été dénié.»

18. Le Tribunal a résumé de même les principaux arguments du défendeur, comme suit :

« 1. Le requérant n'avait aucun droit ni aucun motif juridiquement admis de s'attendre à ce que son engagement soit prolongé lorsque son contrat de durée déterminée viendrait à expiration :

- a) les engagements pour une durée déterminée n'autorisent pas leurs titulaires à compter sur quoi que ce soit;
- b) aucune circonstance étrangère au contrat ne donnait naissance à une expectative reconnue en droit :
 - i) les circonstances relatives au détachement du requérant ne pouvaient avoir créé une expectative. Le fait que le requérant avait démissionné de la fonction publique de son pays pendant qu'il était au service de l'Organisation des Nations Unies ne créait pas une nouvelle situation contractuelle vis-à-vis de celle-ci;
 - ii) les marques de satisfaction des supérieurs hiérarchiques du requérant n'obligeaient pas le Secrétaire général à renouveler l'engagement du requérant. Les conditions requises pour que le comité des nominations et des promotions examine la question du renouvellement de l'engagement du requérant n'étaient pas réunies;
 - iii) la procédure de nomination n'a pas été modifiée par le paragraphe 5 de la section IV de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale.

2. La décision du Secrétaire général de ne pas renouveler l'engagement du requérant relevait de sa compétence exclusive en vertu de la Charte et du statut du personnel :

- a) pour prendre sa décision, le Secrétaire général a tenu compte de toutes les circonstances de l'affaire;
- b) la décision prise par le Secrétaire général était dictée par l'intérêt de l'Organisation.»

19. Le Tribunal a alors déclaré que les questions juridiques soulevées en l'espèce étaient les suivantes :

- a) Le travail accompli par le requérant à l'Organisation des Nations Unies à différentes périodes l'autorisait-il à compter sur le renouvellement de son engagement par l'Organisation ?
- b) Le paragraphe 5 de la section IV de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1982, qui est ainsi libellé :
« *Décide que, lorsque des fonctionnaires nommés pour une durée déterminée auront accompli cinq années de service continu en donnant satisfaction, leur cas sera pris équitablement en considération aux fins d'une nomination de carrière* »
a-t-il été appliqué, et dans quelle mesure ?
- c) Les conséquences de l'application du statut et du règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies compte tenu de la législation des Etats-Unis relative à la résidence et à la citoyenneté. »

20. La Cour examinera plus en détail, dans le présent avis (paragraphes 33 et suivants ci-après), le jugement du Tribunal administratif, le bref résumé qui suit étant pour le moment suffisant. En ce qui concerne la première question qu'il a mentionnée, le Tribunal a conclu, contrairement à ce que soutenait le requérant, que celui-ci était détaché pendant sa période de service à l'Organisation des Nations Unies (jugement, par. III et XIII); il a ajouté : « il ne semble pas que le requérant ait présenté des éléments établissant qu'il était en droit de compter sur un nouvel engagement de type quelconque après l'expiration de son engagement pour une durée déterminée » (par. VI). Le Tribunal a rejeté l'argument du requérant selon lequel le Secrétaire général, par son comportement à l'égard du requérant après le 10 février 1983, date à laquelle ce dernier avait démissionné de la fonction publique soviétique, aurait créé un nouvel accord, encore que tacite, auquel le Gouvernement soviétique n'était en aucune façon partie (par. VIII). Quant à savoir si les dispositions de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale avaient été appliquées, le Tribunal a conclu que le Secrétaire général était tenu d'appliquer cette résolution, mais que celle-ci ne disait pas qui devait prendre « équitablement en considération » le cas des fonctionnaires et selon quelle procédure. Le Tribunal a examiné la lettre adressée au requérant le 21 décembre 1983 (citée au paragraphe 14 ci-dessus) et a dit qu'on ne pouvait « qu'en déduire que le défendeur avait examiné comme il le devait (« équitablement ») le cas du requérant aux fins d'une nomination de carrière » (par. XVI). Le Tribunal a déclaré que la procédure consistant à offrir à un candidat une nomination pour une période de stage restait applicable à l'époque et que le Secrétaire général avait le pouvoir exclusif de décider ce qui constituait « une prise en considération équitable » et de déterminer s'il était possible d'offrir au requérant une nomination pour une période de stage. Le Tribunal a conclu :

« Il semble que le défendeur ait décidé, compte tenu du fait que le requérant était détaché pendant la période d'un an allant du 27 décembre 1982 au 26 décembre 1983, qu'il n'était pas possible d'offrir à ce dernier une nomination pour une période de stage. Le défendeur a donc exercé son pouvoir discrétionnaire de façon régulière, mais il aurait dû explicitement indiquer avant le 26 décembre 1983 qu'il avait « pris équitablement en considération » le cas du requérant aux fins d'une nomination de carrière. » (Par. XVIII.)

Le Tribunal a ensuite écarté l'idée que le Secrétaire général avait sollicité des instructions d'un quelconque Etat ou avait de quelque manière permis que les vœux d'un Etat Membre prennent le pas sur les intérêts de l'Organisation, en violation de l'article 100, paragraphe 1, de la Charte. Quant à la manière dont le Tribunal a traité la troisième question juridique qu'il a formulée (alinéa c), cité au paragraphe 19 ci-dessus), elle sera examinée plus loin dans le présent avis consultatif (paragraphe 83 et 84).

21. Tout en rejetant ainsi la requête qui lui avait été présentée, le Tribunal a tenu à marquer

« sa réprobation devant le fait que le défendeur n'a[vait] pas indiqué suffisamment tôt et de façon spécifique qu'il avait pris équitablement en considération le cas du requérant aux fins d'une nomination de carrière comme l'y enjoignait la résolution de l'Assemblée générale » (par. XX),

mais il a estimé que cette omission n'avait pas causé de préjudice notable au requérant. M. Endre Ustor, président du Tribunal administratif, a joint au jugement une déclaration aux termes de laquelle il précise qu'il ne partage pas cette réprobation et qu'il estime que la doctrine élaborée par le Tribunal en matière de détachement « exclut non seulement la prolongation de l'engagement pour une durée déterminée d'un fonctionnaire détaché mais aussi la conversion de cette nomination en un autre type de nomination sans le consentement du gouvernement intéressé ». Un des vice-présidents du Tribunal, M. Arnold Kean, a joint au jugement une opinion dissidente dans laquelle il affirme que

« la décision du défendeur était entachée d'erreurs fondamentales de fait ou de droit, qu'elle devait être annulée, et que le Tribunal [devait] accepter la conclusion du requérant selon laquelle son droit à ce que son cas soit pris équitablement en considération aux fins d'une nomination de carrière lui [avait] été illégalement dénié ».

Cette conclusion était fondée notamment sur la conviction que l'auteur de la lettre du 21 décembre 1983 avait cru à tort que, si le requérant n'était pas en droit de compter sur le renouvellement de son engagement, il était exclu qu'il puisse recevoir une nomination de carrière en vertu de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale (opinion de M. Kean, par. 7).

* *

22. Le 21 juin 1984, le requérant a présenté une demande de réformation du jugement au Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif, dans laquelle il a invité le Comité à prier la Cour de donner un avis consultatif sur la base de chacun des quatre motifs indiqués à l'article 11 du statut du Tribunal administratif (le Tribunal a outrepassé sa juridiction ou sa compétence; il n'a pas exercé sa juridiction; il a commis une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte des Nations Unies; il a commis, dans la procédure, une erreur essentielle qui a provoqué un mal-jugé). Le 10 août 1984, le Secrétaire général a présenté ses observations sur cette demande. Lors d'une séance publique tenue le 28 août 1984, le Comité a annoncé ses décisions: il décidait que la demande ne reposait pas sur des bases sérieuses au titre de deux des motifs invoqués (le Tribunal a outrepassé sa juridiction ou sa compétence; le Tribunal a commis, dans la procédure, une erreur essentielle qui a provoqué un mal-jugé); en ce qui concerne les deux autres motifs, il considérait qu'ils constituaient des bases sérieuses et décidait de demander à la Cour un avis consultatif sur deux questions. Il a ensuite indiqué la teneur de ces questions, lesquelles sont reproduites au paragraphe 1 ci-dessus. Les résultats des votes qui ont eu lieu au cours des délibérations du Comité en séance privée ont été annoncés officiellement; cinq membres du Comité ont alors fait des déclarations pour le procès-verbal (A/AC.86/XXIV/PV.5).

* *

23. La compétence de la Cour pour donner un avis consultatif à la demande du Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif (ci-après dénommé le Comité) découle directement des paragraphes 1 et 2 de l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies, aux termes desquels:

« 1. Si un Etat Membre, le Secrétaire général ou la personne qui a été l'objet d'un jugement rendu par le Tribunal (y compris toute personne qui a succédé *mortis causa* à ses droits) conteste le jugement en alléguant que le Tribunal a outrepassé sa juridiction ou sa compétence ou n'a pas exercé sa juridiction ou a commis une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte des Nations Unies ou a commis, dans la procédure, une erreur essentielle qui a provoqué un mal-jugé, cet Etat Membre, le Secrétaire général ou l'intéressé peut, dans les trente jours suivant le jugement, demander par écrit au Comité créé en vertu du paragraphe 4 du présent article de prier la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur la question.

2. Dans les trente jours suivant la réception de la demande visée au paragraphe 1 du présent article, le Comité décide si cette demande repose sur des bases sérieuses. S'il en décide ainsi, il prie la Cour de

donner un avis consultatif et le Secrétaire général prend les dispositions voulues pour transmettre à la Cour l'opinion de la personne visée au paragraphe 1.»

Le texte fondamental à ce propos est toutefois celui de l'article 96 de la Charte des Nations Unies, qui est ainsi rédigé :

« 1. L'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité peut demander à la Cour internationale de Justice un avis consultatif sur toute question juridique.

2. Tous autres organes de l'Organisation et institutions spécialisées qui peuvent, à un moment quelconque, recevoir de l'Assemblée générale une autorisation à cet effet ont également le droit de demander à la Cour des avis consultatifs sur des questions juridiques qui se poseraient dans le cadre de leur activité. »

Dans le même sens, le paragraphe 1 de l'article 65 du Statut de la Cour dispose que :

« La Cour peut donner un avis consultatif sur toute question juridique, à la demande de tout organe ou institution qui aura été autorisé par la Charte des Nations Unies ou conformément à ses dispositions à demander cet avis. »

24. Dans deux avis consultatifs précédents (*Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies, C.I.J. Recueil 1973, p. 166, et Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies, C.I.J. Recueil 1982, p. 325*), la Cour a examiné la question de sa compétence en vertu de ces textes. Dans l'une de ces affaires, la demande d'avis faisait suite, comme dans la présente instance, à une requête d'un fonctionnaire ; dans l'autre, elle faisait suite à une requête adressée au Comité par un Etat Membre. Dans le premier cas, la Cour a conclu que

« le Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif est un organe de l'Organisation des Nations Unies dûment constitué en vertu des articles 7 et 22 de la Charte et dûment autorisé, conformément à l'article 96, paragraphe 2, de cet instrument, à demander à la Cour des avis consultatifs aux fins de l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies. Il en résulte que la Cour est compétente en vertu de l'article 65 de son Statut pour connaître d'une requête pour avis consultatif présentée par le Comité dans le cadre de l'article 11 du statut du Tribunal administratif. » (*Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies, C.I.J. Recueil 1973, p. 175, par. 23.*)

Cette conclusion suppose que les conditions prévues par la Charte, le Statut de la Cour et le statut du Tribunal administratif soient respectées dans chaque cas et en particulier que la question sur laquelle l'avis de la Cour est demandé soit une « question juridique » qui « se pose dans le

cadre de [l']activité» de l'organe dont émane la demande. La question de savoir si un organe judiciaire a omis d'exercer sa juridiction est manifestement une question juridique et il en va de même de la question de savoir s'il a commis une erreur de droit. De plus les questions soumises à la Cour par le Comité en la présente instance

«se posent manifestement dans l'exercice de sa fonction principale qui est de filtrer les demandes qui lui sont adressées. Ce sont donc des questions qui, selon la Cour, se posent dans le cadre de l'activité propre du Comité; elles ne sont pas soulevées en effet par les jugements du Tribunal administratif mais par les objections formulées contre ces jugements devant le Comité lui-même.» (*Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies, C.I.J. Recueil 1973, p. 174, par. 21.*)

*

25. Il est assurément bien établi que

«L'article 65, paragraphe 1, du Statut qui confère à la Cour le pouvoir de donner des avis consultatifs est permissif et le pouvoir qu'il lui attribue ainsi a un caractère discrétionnaire.» (*C.I.J. Recueil 1975, p. 21, par. 23.*)

Il est tout aussi bien établi que la réponse de la Cour à une demande d'avis consultatif constitue une participation de la Cour à l'action de l'Organisation des Nations Unies et qu'elle ne devrait pas en principe être refusée. Lorsque la Cour envisage d'exercer son pouvoir discrétionnaire en la matière, il est néanmoins essentiel qu'elle se concentre sur la question ou les questions auxquelles elle doit répondre plutôt que sur des questions connexes ou secondaires qui peuvent avoir été soulevées à propos du problème principal. En l'espèce, le Gouvernement des Etats-Unis a estimé

«qu'il serait néanmoins important que la Cour précise la signification et la nature du détachement, étant donné que ce régime est de plus en plus utilisé pour le recrutement dans les organisations internationales en général, et aux Nations Unies en particulier, même si la solution de la présente affaire *ne dépend pas* de la question de savoir si le requérant était ou non détaché auprès des Nations Unies pendant sa deuxième période d'emploi continu du 27 décembre 1977 au 26 décembre 1983».

De même le Gouvernement italien a mis l'accent sur les incertitudes qu'a fait naître le jugement n° 333 quant à la situation des fonctionnaires détachés et sur la considération qui a amené la Cour à donner un avis dans un précédent cas de demande de réformation, à savoir «la stabilité et l'efficacité des organisations internationales» (*C.I.J. Recueil 1982, p. 347, par. 45*). La demande d'avis adressée à la Cour ne portant pas sur «la signification et la nature du détachement», ce n'est que si la Cour constatait

qu'il lui faudrait déterminer la signification et la nature du détachement pour pouvoir répondre à l'une ou à l'autre des deux questions précises qui lui ont été posées, ou dans la mesure où elle ferait une telle constatation, qu'un examen de ce genre pourrait trouver sa place dans son avis consultatif.

26. Laissant par conséquent de côté la question de savoir s'il serait souhaitable qu'un avis juridique autorisé soit émis sur la nature du détachement, comme d'aucuns l'ont affirmé, la Cour considère qu'il existe de bonnes raisons, en droit, pour qu'elle réponde aux deux questions que le Comité lui a posées. La première fois qu'une requête lui a été présentée pour avis consultatif conformément à l'article 11 du statut du Tribunal administratif, la Cour a procédé à un examen critique du mécanisme prévu par cet article, en vue de s'assurer s'il convenait de donner un avis en pareil cas. S'inspirant de la position qu'elle avait adoptée quand il s'était agi de réexaminer, dans un avis consultatif, une décision du Tribunal administratif de l'OIT, la Cour s'est gardée de compromettre « le fonctionnement du régime établi par le statut du Tribunal administratif en vue de la protection juridictionnelle d'un fonctionnaire » et elle a conclu :

« tout en considérant que la procédure de réformation établie à l'article 11 n'est pas exempte de difficulté, la Cour n'estime pas douteux que, dans les circonstances de l'espèce, elle doit donner suite à la requête pour avis consultatif présentée par le Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif » (*Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies, C.I.J. Recueil 1973, p. 183, par. 40*).

Cette conclusion comporte une restriction quant au mérite de la procédure de réformation instituée par l'article 11 du statut du Tribunal administratif. Dans l'avis consultatif qu'elle a rendu en 1973, la Cour a examiné un certain nombre de critiques adressées à cette procédure et en particulier le fait qu'« étant composé d'Etats Membres de l'Organisation le Comité est un organe politique » exerçant cependant « des fonctions qui, de l'avis de la Cour, sont normalement exercées par un organe juridique » (*C.I.J. Recueil 1973, p. 176, par. 25*). En définitive, la Cour a néanmoins estimé qu'elle devait donner un avis consultatif à la demande du Comité constitué conformément à l'article 11. Elle a noté que :

« Si la Cour refusait ainsi de jouer son rôle dans le système de réformation judiciaire créé par l'Assemblée générale, la seule conséquence serait que ce système ne fonctionnerait pas dans les cas justement où le Comité aurait estimé que les objections à un jugement reposent sur des bases sérieuses. » (*Ibid.*, p. 177, par. 28.)

De même, dans la présente affaire, il ressort nettement de la requête formée par le Comité, des exposés écrits présentés à la Cour par le Gouvernement italien et par celui des Etats-Unis d'Amérique, ainsi que de l'exposé de l'opinion du requérant transmis à la Cour, que des objections

ont été élevées contre le jugement n° 333 et qu'il y a lieu de les examiner pour assurer « la protection juridictionnelle des fonctionnaires » de l'Organisation. En conséquence, tout en réitérant certaines des réserves qu'elle a formulées dans d'autres affaires quant à la procédure établie par l'article 11, la Cour conclut qu'elle doit donner un avis consultatif en l'espèce.

* *

27. Les deux dispositions de l'article 11 du statut du Tribunal administratif qui énoncent des motifs de contestation que le Comité a considérés dans la présente affaire comme constituant des bases sérieuses pour la demande de réformation ont déjà été examinées par la Cour, en 1973 et en 1982, dans deux avis consultatifs qui lui avaient été demandés par le Comité. La Cour y a établi un principe quant aux limites de son action en réponse à des demandes de ce genre et elle l'a assorti d'une exception de portée limitée qui s'applique à l'un des deux motifs considérés. Dans l'affaire de la *Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies*, la Cour a énoncé en effet le principe selon lequel le rôle de la Cour, dans une instance de réformation, n'est pas de refaire le procès, tout en ajoutant que cela

« ne veut pas dire que, le cas échéant, si un jugement était contesté en raison d'une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte, la Cour ne pourrait pas être appelée à examiner la décision au fond » (*C.I.J. Recueil 1973*, p. 188, par. 48).

En 1982, dans l'avis qu'elle a donné en l'affaire de la *Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies*, la Cour a cité cet extrait puis a examiné soigneusement la question du rôle qui lui est dévolu lorsqu'elle est priée de donner un avis consultatif en réponse à une demande fondée sur le motif de contestation visant une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte des Nations Unies. La Cour a observé que la réponse à cette question dépend nécessairement « non seulement du libellé de l'article 11, mais aussi d'autres facteurs et tout d'abord du Statut de la Cour, de sa jurisprudence et de tout ce qu'exige en général l'exercice de la fonction judiciaire », ainsi que des termes précis de la question particulière que le Comité pose en l'espèce (*C.I.J. Recueil 1982*, p. 355, par. 57). Elle a souligné de nouveau qu'elle n'a « pas pour rôle de refaire le procès ni d'essayer de substituer son opinion sur le fond à celle du Tribunal » (*ibid.*, p. 356, par. 58). Ce principe doit continuer à guider la Cour dans la présente affaire. Elle n'aura donc pas nécessairement à aborder les problèmes que soulèvent certaines mesures administratives qui ont été prises par le Secrétariat ou qui auraient dû l'être et qui ont été critiquées en même temps que le jugement n° 333 du Tribunal; en effet, eu égard aux limites que les instruments applicables en la matière mettent à sa compétence, elle ne doit se pro-

noncer sur l'exactitude ou l'inexactitude des conclusions énoncées par le Tribunal que dans la mesure où cela est nécessaire pour qu'elle puisse répondre aux questions qui lui sont posées.

* * *

28. La Cour passe maintenant à la première des deux questions que le Comité lui a posées, et qui est ainsi libellée :

« Dans son jugement n° 333, du 8 juin 1984 (AT/DEC/333), le Tribunal administratif des Nations Unies a-t-il manqué d'exercer sa juridiction en ne répondant pas à la question de savoir s'il existait un obstacle juridique au renouvellement de l'engagement du requérant à l'Organisation des Nations Unies après la venue à expiration de son contrat le 26 décembre 1983 ? »

Au sujet de ce libellé, la Cour se doit de relever d'abord qu'il existe, du moins en apparence, une divergence entre le texte anglais (« legal impediment ... to the *further employment* in the United Nations ») et le texte français (« obstacle juridique au *renouvellement de l'engagement* du requérant à l'Organisation des Nations Unies »). Ces derniers termes ne semblent viser que l'hypothèse restrictive d'une simple prolongation ou d'un simple renouvellement de l'engagement contractuel dont le requérant avait bénéficié jusqu'au 26 décembre 1983. Toutefois, d'après le rapport du Comité (A/AC.86/30, par. 13), la décision du Comité reposait sur une proposition, en anglais, du représentant du Royaume-Uni (A/AC.86/R.120), qui employait les termes « legal impediment ... to the further employment ». En conséquence, les mots « obstacle juridique au renouvellement de l'engagement », qui figurent dans la version française, doivent être considérés comme une traduction desdits termes anglais et, partant, comme se référant à un obstacle juridique à un « nouvel engagement » ou à un « réengagement » du requérant à l'Organisation, expressions recouvrant toutes deux le cas de la prolongation d'un contrat déjà existant et celui d'une nomination distincte du rapport contractuel préexistant.

29. La question de l'existence d'un tel « obstacle juridique » au « renouvellement de l'engagement » du requérant a été soulevée dès l'origine : dans la requête qu'il a présentée au Tribunal administratif, le requérant l'a prié « de juger et de déclarer qu'il n'existait pas d'obstacle juridique au renouvellement de [son] engagement ... à l'Organisation des Nations Unies après la venue à expiration de son contrat, le 26 décembre 1983 ». Tout en alléguant qu'« il n'y [avait] pas eu de détachement juridique valable », ou qu'après le 10 février 1983 il y avait eu un « nouvel arrangement contractuel », il a reconnu qu'« ayant démissionné de toutes les fonctions qu'il pouvait avoir dans la fonction publique de l'URSS, [il] ne pouvait manifestement pas prétendre à une prolongation de son détachement, pas plus qu'il ne l'aurait acceptée ». D'autre part, il a allégué que, « cependant, il n'existait aucun obstacle juridique l'empêchant de

pouvoir prétendre à un nouvel engagement d'une durée déterminée ou à un engagement pour une période de stage» et qu'il «était légalement et moralement en droit de s'attendre à être maintenu en fonction à l'ONU et à ce que sa candidature soit équitablement prise en considération aux fins d'une nomination de carrière».

30. Dans sa réplique, le défendeur a déclaré, en réponse à la conclusion du requérant sur la question de l'existence d'un «obstacle juridique» :

« En ce qui concerne la conclusion C, le défendeur ne conteste pas que le Secrétaire général avait le pouvoir discrétionnaire de réengager le requérant après l'expiration de son contrat. » (Par. 27 c/.)

Il a précisé qu'au moment où la lettre du 21 décembre 1983 avait été rédigée la situation était telle qu'«un nouvel engagement sur la base d'un détachement était manifestement hors de question»; mais il a aussi reconnu que: «Dans ces circonstances, aucune restriction, qu'elle soit contractuelle ou fondée sur d'autres motifs juridiques, n'empêchait le Secrétaire général ni d'accorder, ni de refuser, un autre engagement.» Devant le Tribunal, le Secrétaire général a donc défendu la thèse qu'il n'existait pas d'«obstacle juridique» à l'octroi d'une nomination de carrière; il a affirmé que «la décision ... contestée [avait] été prise par le Secrétaire général après avoir tenu compte de toutes les circonstances de l'affaire...» et que cela constituait une «prise en considération équitable» au sens de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale. Dans le passage de la réplique du défendeur qui constitue formellement ses «observations sur les conclusions du requérant», le Secrétaire général affirme ce qui suit :

« En ce qui concerne la conclusion E, le défendeur prie le Tribunal de conclure que le requérant n'avait pas de «droit» à ce que son cas soit pris *favorablement* en considération pour une nomination de carrière et que son cas a, en fait, été *équitablement* pris en considération. »

31. Dans ses «Observations sur la réplique du défendeur», le requérant n'a nulle part relevé que le Secrétaire général avait reconnu, au paragraphe 27 c/ de sa réplique, qu'il n'y avait pas d'«obstacle juridique» à un réengagement; il s'est borné à contester l'affirmation suivant laquelle il y avait eu «prise en considération équitable» et a fait valoir que «le Secrétaire général, en raison d'un malentendu quant au statut contractuel du requérant, n'a pas pu prendre équitablement en considération sa candidature». Citant successivement la lettre du 21 décembre 1983, les propos tenus par M. Sills, porte-parole du Secrétaire général, à une conférence de presse en date du 4 janvier 1984, les termes dans lesquels M. de Olivares se serait exprimé le même jour, ainsi que la lettre de M. Ruedas publiée dans le *New York Times* du 25 janvier 1984 (voir paragraphe 16 ci-dessus), le requérant a conclu :

« Si le Secrétaire général avait l'impression, comme le donnent à penser les déclarations [citées], que toute prolongation de la nomina-

tion du requérant en l'absence de l'assentiment du gouvernement dépassait ses pouvoirs discrétionnaires, le Secrétaire général ne peut pas avoir pris équitablement en considération une nomination de carrière, en violation des droits du requérant.

Si telle n'était pas son impression, les raisons données par les personnalités précitées étaient spécieuses.»

En d'autres termes, le requérant a invité le Tribunal à déclarer que l'analyse de la situation juridique faite au paragraphe 27 *c*) de la réplique du Secrétaire général n'était pas celle que le Secrétaire général ou ses collaborateurs avaient faite au moment où la « prise en considération équitable » de son cas était censée avoir eu lieu; il l'a aussi invité à déclarer que la position qui avait été effectivement adoptée à ce moment-là, à savoir que le détachement engendrait un « obstacle juridique » par rapport à toute espèce de réengagement, était erronée, de sorte qu'aucune « prise en considération » effectuée sur cette base ne pouvait être « équitable » au sens de la résolution 37/126.

*

32. Le libellé de la première question soumise à la Cour par le Comité pose un problème préliminaire. Aux termes de cette question la Cour est priée de dire expressément si le Tribunal administratif a manqué d'exercer sa juridiction « en ne répondant pas à la question de savoir s'il existait un obstacle juridique au renouvellement de l'engagement du requérant ». On a fait valoir que le Comité voulait que la Cour considère comme acquis que le Tribunal n'avait effectivement pas répondu à la question et qu'elle ne donne un avis que sur la question juridique de savoir si le Tribunal avait ainsi manqué d'exercer sa juridiction. Il s'agit d'un problème d'interprétation puisqu'il convient d'établir ce que le Comité voulait demander à la Cour; mais un problème se pose aussi en ce qui concerne la compétence respective du Comité et de la Cour. De l'avis de la Cour, c'est ce dernier aspect qui l'emporte. De prime abord, il ne semble pas possible d'interpréter la question du Comité de la manière restrictive qui est suggérée ci-dessus et « on ne doit pas supposer » que l'organe ayant demandé un avis à la Cour « ait ainsi entendu lier ou gêner la Cour dans l'exercice de ses fonctions judiciaires » (*Certaines dépenses des Nations Unies, C.I.J. Recueil 1962, p. 157*). D'ailleurs la Cour estime que, même si telle avait été l'intention du Comité, elle serait tenue d'examiner la question sous tous ses aspects: « la Cour doit avoir la pleine liberté d'examiner tous les éléments pertinents dont elle dispose pour se faire une opinion sur une question qui lui est posée en vue d'un avis consultatif » (*ibid.*). La Cour ne peut donc pas se borner à présumer que le Tribunal a en fait omis de répondre à la question du prétendu obstacle juridique et n'examiner que le point de savoir si, en n'y répondant pas, il a manqué d'exercer sa juridiction.

33. Certes le Tribunal n'a pas été très clair sur cette question. Mais, de

l'avis de la Cour, c'est parce qu'il lui a fallu commencer par examiner d'autres allégations contenues dans la requête que le requérant lui avait présentée. L'argumentation développée dans la requête est résumée par le Tribunal en trois points, au début de son jugement (voir paragraphe 17 ci-dessus). Selon l'un d'eux, mentionné en second lieu par le requérant, celui-ci «était légalement et moralement en droit de s'attendre à être maintenu en fonction à l'ONU et à ce que sa candidature soit équitablement prise en considération aux fins d'une nomination de carrière». Le Tribunal s'est concentré sur le fondement juridique de l'expectative, laissant de côté le problème de son fondement moral. En bonne logique, il lui fallait commencer par cette question, étant donné que si le requérant était parvenu à démontrer qu'une expectative juridique existait dans son cas «une telle situation juridique [aurait créé] à la charge du défendeur une obligation correspondante de conserver le requérant au service [de l'Organisation]», pour reprendre les termes employés par le Tribunal dans une précédente affaire (jugement n° 142, *Bhattacharyya*, par. X).

34. En procédant à l'examen de l'«expectative juridique» invoquée par le requérant, le Tribunal a conclu que, contrairement à ce que celui-ci avait d'abord soutenu, il «était détaché pendant sa période de service à l'ONU» (par. XIII) et que le défendeur avait conclu — à bon droit selon le Tribunal — dans sa lettre du 21 décembre 1983, que «comme la participation de toutes les parties en cause était nécessaire pour que l'engagement du requérant soit renouvelé, il était impossible en l'espèce de prendre une décision dans ce sens» (par. IV). Le Tribunal a ensuite relevé que le défendeur s'était fondé sur la disposition 104.12 *b*) du règlement du personnel, selon laquelle «les engagements d'une durée déterminée n'autorisent pas leur titulaire à compter sur une prolongation ou sur une nomination d'un type différent», et il a relevé qu'«il ne [semblait] pas que le requérant ait présenté des éléments établissant qu'il était en droit de compter sur un nouvel engagement de type quelconque après l'expiration de son engagement pour une durée déterminée» (par. VI). Le Tribunal a déclaré en outre que «dans la mesure où [le requérant] était détaché de la fonction publique soviétique, aucune des mesures qu'il [avait] prises ne pouvait l'autoriser à compter sur le renouvellement de son engagement» (par. XII); la référence aux mesures prises par le requérant visait sa démission des fonctions qu'il avait occupées en Union soviétique et sa demande d'asile aux Etats-Unis. En faisant clairement allusion à l'affaire *Bhattacharyya*, le Tribunal a poursuivi comme suit :

«Si son engagement pour une durée déterminée ne s'était pas inscrit dans le cadre d'un détachement, il aurait, d'après la jurisprudence du Tribunal, pu, dans certaines circonstances, compter à un titre ou à un autre sur un renouvellement de son engagement, mais ce n'était pas le cas.» (Par. XII.)

Avant de conclure sur la question de l'«expectative juridique», le Tribunal a traité, dans un passage de ses motifs, des effets du changement de nationalité d'un fonctionnaire et il a cité un de ses autres jugements (juge-

ment n° 326, *Fischman*). La Cour aura l'occasion de revenir sur ce passage du jugement lorsqu'elle examinera la seconde question qui lui a été posée.

35. Il convient de relever que ce n'est que dans le cadre de l'examen par le Tribunal de la question de l'expectative juridique invoquée par le requérant que le Tribunal a cité (par. V) la disposition 104.12 *b*) du règlement du personnel reproduite ci-dessus. C'est pourquoi la Cour ne considère pas que, ce faisant, le Tribunal voulait laisser entendre que cette règle empêcherait que la « prise en considération équitable » exigée par la résolution 37/126 de l'Assemblée générale ne conduise à l'octroi d'une nomination de carrière, soit directement soit par conversion d'un engagement d'une durée déterminée dans les circonstances envisagées par ladite résolution. La résolution 37/126, dont la section IV, paragraphe 5, devait s'appliquer spécifiquement aux fonctionnaires titulaires de contrats de durée déterminée, devait être interprétée concurremment avec la disposition 104.12 *b*) du règlement du personnel puisque cette dernière restait en vigueur. La résolution ne pouvait évidemment pas donner à ces fonctionnaires une quelconque expectative, juridique ou autre, à « une prolongation ou [à] une nomination d'un type différent » tant que subsistait la disposition 104.12 *b*); il s'ensuit qu'une « prise en considération équitable » ne pouvait pas impliquer d'expectative imposant au Secrétaire général l'obligation d'engager le requérant. Par contre, l'existence de la disposition du règlement du personnel ne constituait évidemment pas un obstacle à une « prise en considération équitable » aux fins d'une nomination de carrière.

36. Le Tribunal a conclu que « le requérant était détaché pendant sa période de service à l'ONU » et que l'assentiment de son administration nationale était nécessaire pour modifier cette situation. C'est en ayant ces conclusions « à l'esprit » que le Tribunal a examiné « l'argument du requérant selon lequel il avait droit — droit qui lui aurait été dénié — à ce que son cas soit « pris équitablement en considération » conformément au paragraphe 5 de la section IV de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale » (par. XIV). Après avoir noté que le Secrétaire général était tenu de respecter les termes de cette résolution, et que « le Tribunal [devait] décider de quelle façon et dans quelle mesure le défendeur s'[était] acquitté des obligations lui incombant en vertu de cette résolution », le Tribunal a poursuivi :

« Dans la lettre que le défendeur a adressée au requérant le 21 décembre 1983 en réponse à la lettre du conseil de ce dernier en date du 13 décembre 1983, il est dit que le défendeur « a examiné attentivement les questions soulevées dans votre demande de réexamen », et comme ces questions se rattachent tout particulièrement à la disposition de la résolution en question de l'Assemblée générale, on ne peut qu'en déduire que le défendeur avait examiné comme il le devait (« équitablement ») le cas du requérant aux fins d'une nomination de carrière. » (Par. XVI.)

37. Le Tribunal s'est ensuite demandé si la procédure qui convenait à cette prise en considération était ou non la soumission de la question au comité des nominations et des promotions; ce passage du jugement sera examiné de manière plus approfondie dans le cadre de la seconde question posée à la Cour (paragraphe 67 et suivants ci-après). Après avoir noté que la résolution 37/126 « ne dit pas qui devrait « prendre équitablement en considération » le cas des fonctionnaires et selon quelle procédure », le Tribunal conclut que

« la procédure existante qui consiste à offrir à un candidat une nomination pour une période de stage reste applicable, et qu'en l'absence d'une telle nomination il est loisible au défendeur de décider des modalités selon lesquelles le cas d'un fonctionnaire doit être « pris équitablement en considération » aux fins d'une nomination de carrière, conformément au paragraphe 5 de la section IV de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale » (par. XVIII).

Sur la question de la « prise en considération équitable », il conclut :

« Dans le cas présent, le défendeur avait le pouvoir exclusif de décider ce qui constituait « une prise en considération équitable » et de déterminer s'il était possible d'offrir au requérant une nomination pour une période de stage. Il semble que le défendeur ait décidé, compte tenu du fait que le requérant était détaché pendant la période d'un an allant du 27 décembre 1982 au 26 décembre 1983, qu'il n'était pas possible d'offrir à ce dernier une nomination pour une période de stage. Le défendeur a donc exercé son pouvoir discrétionnaire de façon régulière, mais il aurait dû explicitement indiquer avant le 26 décembre 1983 qu'il avait « pris équitablement en considération » le cas du requérant aux fins d'une nomination de carrière. » (Par. XVIII.)

38. La raison pour laquelle le Tribunal n'a pas examiné avant toute chose la première allégation du requérant, celle qui concerne l'absence de tout « obstacle juridique », ressort donc de l'analyse du jugement à laquelle il vient d'être procédé. Le Tribunal n'a pas considéré qu'il existait ou qu'il n'existait pas d'obstacle absolu s'opposant à un nouvel engagement; il a estimé qu'il ne pouvait y avoir d'expectative *juridique* (c'est-à-dire qu'il y avait à cet égard un « obstacle juridique ») mais qu'aucun obstacle de ce genre ne s'opposait à la « prise en considération équitable » de l'octroi d'une nomination de carrière. Autrement dit, pour le Tribunal, il n'y aurait eu aucun « obstacle juridique » à l'octroi d'une nomination de carrière si le Secrétaire général, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, avait jugé bon d'en offrir une, et le Secrétaire général était tenu, aux termes de la résolution 37/126, de « prendre équitablement en considération » cette possibilité; le Tribunal a été d'avis que le détachement s'opposait (et en quelque sorte constituait un obstacle juridique) à toute « expectative juridique » que le requérant aurait pu avoir quant à un nou-

vel engagement, expectative qui n'aurait pas simplement obligé le Secrétaire général à prendre le cas du requérant «équitablement en considération» mais qui l'aurait obligé à le «conserver au service [de l'Organisation]», dans la ligne de la décision rendue en l'affaire *Bhattacharyya*.

39. En fait, une grande partie des critiques formulées (par exemple dans l'exposé écrit du Gouvernement italien et dans les observations des Etats-Unis d'Amérique) contre le jugement du Tribunal se fondent, explicitement ou implicitement, sur l'idée que l'existence ou l'absence d'un «obstacle juridique» à un nouvel engagement — à tout nouvel engagement — du requérant par l'Organisation des Nations Unies constituait en un certain sens une question préliminaire que le Tribunal devait trancher, pour des raisons de procédure ou de logique, avant d'aborder d'autres questions. Cela ne serait néanmoins vrai que si l'obstacle juridique, si tant est qu'il en existait un, était un obstacle absolu, c'est-à-dire s'il fallait soit conclure qu'il n'existait pas du tout d'obstacle juridique, soit qu'il en existait un et qu'il empêchait tout nouvel engagement d'un fonctionnaire à l'Organisation des Nations Unies. Il ressort toutefois du jugement du Tribunal qu'il était évidemment plus logique de traiter le problème de l'obstacle juridique comme constituant un aspect propre à chacune des deux questions de l'«expectative juridique» et de la «prise en considération équitable».

40. La «réprobation» que le Tribunal a exprimée (par. XX) devant le fait que le Secrétaire général n'avait pas «indiqué suffisamment tôt et de façon spécifique qu'il avait pris équitablement en considération le cas du requérant aux fins d'une nomination de carrière comme l'y enjoignait la résolution de l'Assemblée générale» est également révélatrice car elle met en lumière la manière dont le Tribunal a interprété la lettre du 21 décembre 1983 (reproduite au paragraphe 14 ci-dessus). Le requérant soutient que, dans l'esprit de l'auteur de cette lettre, «le cas n'était pas de ceux qui devaient être «pris équitablement en considération» faute d'une expectative de renouvellement de l'engagement» et que la lettre «laisse entendre» que, pour son auteur, «un contrat conclu dans le contexte d'un détachement confère au gouvernement intéressé le droit d'opposer son veto à un nouvel engagement au titre de n'importe quel contrat, le fonctionnaire dont il s'agit se trouvant ainsi définitivement «marqué». Or ce n'est pas ainsi que le Tribunal a interprété cette lettre. Tout en considérant que le Secrétaire général avait exercé son pouvoir discrétionnaire de façon régulière, il a déclaré qu'«il aurait dû explicitement indiquer avant le 26 décembre 1983 qu'il avait «pris équitablement en considération» le cas du requérant aux fins d'une nomination de carrière» (par. XVIII). Si le Tribunal avait interprété la lettre du 21 décembre 1983 comme signifiant que, de l'avis du Secrétaire général, le cas du requérant n'était pas de ceux qui devaient être «pris équitablement en considération», il n'aurait guère pu reprocher au Secrétaire général de n'avoir pas dit qu'il avait pris le cas équitablement en considération.

41. La critique ainsi exprimée par le Tribunal ne saurait cependant avoir quelque autre influence sur l'opinion de la Cour quant à la réponse

à la question qui lui est posée. Certes le Tribunal a aussi interprété la lettre comme voulant dire qu'«il semble que le défendeur ait décidé, compte tenu du fait que le requérant était détaché pendant la période d'un an allant du 27 décembre 1982 au 26 décembre 1983, qu'il n'était pas possible d'offrir à ce dernier une nomination pour une période de stage» (par. XVIII). Mais, pour les besoins de la présente demande d'avis, les motifs qui ont été à la base de la décision du défendeur importent peu dès lors que le Tribunal s'est convaincu que le défendeur avait pris équitablement en considération le cas du requérant. Le Tribunal a conclu que le Secrétaire général n'avait pas omis d'appliquer cette résolution mais qu'on pouvait seulement lui reprocher de n'avoir pas informé le requérant, en temps voulu, de ce qu'il avait fait exactement.

42. Aux termes de la première question posée à la Cour dans la présente instance, il est demandé si le Tribunal a manqué d'exercer sa juridiction «en ne répondant pas à la question de savoir s'il existait un obstacle juridique au renouvellement de l'engagement [ou à un nouvel engagement] du requérant». Ce n'était cependant pas là le véritable reproche adressé par le requérant au Tribunal: le requérant objectait que le Tribunal, en examinant la question de la «prise en considération équitable», n'avait pas accordé d'attention, ou pas suffisamment d'attention, aux indications selon lesquelles le Secrétaire général avait pensé qu'il y avait un obstacle juridique au renouvellement de son engagement ou à un nouvel engagement, de telle manière que la «prise en considération équitable» soit n'avait jamais eu lieu, soit était viciée par une présomption fondamentale qui devait être ensuite reconnue inexacte. C'est ainsi que, dans la demande qu'il a présentée au Comité, le requérant a précisé:

«Le requérant a donc prié le Tribunal de dire s'il existait un obstacle juridique à son maintien en fonctions à l'Organisation des Nations Unies après l'expiration de son contrat, le 26 décembre 1983. *En d'autres termes*, le défendeur a-t-il commis une erreur en estimant qu'ayant antérieurement été employé dans le cadre d'un contrat qualifié de «détachement», le requérant était de ce fait privé de manière permanente de la possibilité d'être employé à l'Organisation des Nations Unies au titre d'un contrat ou d'une nomination d'un type différent. Le Tribunal était pleinement compétent pour se prononcer sur ce point.

Dans son jugement, le Tribunal omet complètement d'inclure cette question liminaire au nombre des questions juridiques qu'il examine.» (Les italiques sont de la Cour.)

L'expression «en d'autres termes» sert à indiquer qu'une seule et même question est exposée sous deux formes différentes; il apparaît toutefois à la Cour qu'il s'agit en l'occurrence de deux questions connexes mais distinctes. La première porte sur le point de savoir si le Tribunal a omis d'examiner la question juridique de l'existence ou de l'absence d'un obstacle juridique à un nouvel engagement du requérant et c'est cela, est-il prétendu, qui constituerait un non-exercice de juridiction. La seconde porte

sur le point de savoir si le Tribunal a omis de rechercher quelle était la conviction du Secrétaire général à cet égard et quelles ont pu être les répercussions de cette conviction sur l'aptitude du Secrétaire général à «prendre équitablement en considération» une nomination de carrière.

43. La Cour rappellera que, quand il y a lieu, elle peut aller au-delà du libellé même de la question qui lui est posée. Dans l'avis consultatif qu'elle a donné à propos de l'*Interprétation de l'accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Egypte*, la Cour, suivant sa jurisprudence antérieure, a souligné que

«pour rester fidèle aux exigences de son caractère judiciaire dans l'exercice de sa compétence consultative, elle doit rechercher quelles sont véritablement les questions juridiques que soulèvent les demandes formulées dans une requête» (*C.I.J. Recueil 1980*, p. 88, par. 35).

Dans l'affaire citée ci-dessus, comme elle l'a fait jusqu'à un certain point dans d'autres, la Cour a jugé nécessaire de reformuler la question sur laquelle un avis consultatif lui était demandé, afin de rechercher «quelles [étaient] véritablement les questions juridiques que [soulevaient] les demandes». Comme la Cour l'a précisé dans une affaire plus récente, cette reformulation d'une question doit rester dans les limites des pouvoirs de l'organe qui demande l'avis: la Cour ne peut pas, par le biais d'une reformulation de la question qui lui est posée, répondre à une question que cet organe n'aurait pas pu lui poser, par exemple parce qu'il ne s'agit pas d'une question juridique «qui se poserait dans le cadre de [l']activité» de l'organe demandeur. Dans l'affaire de la *Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies*, la Cour a eu l'occasion de reformuler la question qui lui était posée par le Comité et elle a noté que la compétence de la Cour sur la base de l'article 11 du statut du Tribunal est limitée aux quatre motifs précis de contestation spécifiés dans cet article; elle a aussi rappelé sa déclaration précédente selon laquelle:

«Il s'ensuit que le Comité n'est autorisé à demander, et la Cour à donner, un avis consultatif que sur les questions juridiques qui peuvent légitimement être considérées comme se rattachant à un ou plusieurs de ces quatre motifs.» (*Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies*, *C.I.J. Recueil 1973*, p. 184, par. 41.)

44. Lorsqu'elle examine quelles sont «véritablement les questions» soulevées, la Cour doit naturellement tenir compte aussi des intentions de l'organe demandeur telles qu'elles se dégagent des comptes rendus des débats dont elle dispose et qui ont conduit à la décision de demander l'avis. C'est la voie que la Cour a suivie en 1980 dans son avis consultatif sur l'*Interprétation de l'accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Egypte* (*C.I.J. Recueil 1980*, p. 85-88, par. 28-34), pour définir «la véritable ques-

tion juridique qui lui [était] soumise» (*ibid.*, p. 89, par. 36). Dans la présente affaire, comme il est indiqué au paragraphe 22 ci-dessus, la demande qui a été présentée au Comité se fondait sur chacun des quatre motifs prévus à l'article 11 du statut du Tribunal; le Comité a pris une décision formelle sur chacun d'eux séparément. S'agissant du motif d'après lequel le Tribunal aurait outrepassé sa juridiction ou sa compétence ou de celui d'après lequel le Tribunal aurait commis, dans la procédure, une erreur essentielle ayant provoqué un mal-jugé, le Comité a décidé que la demande de réformation ne reposait pas sur des bases sérieuses (A/AC.86/XXIV/PV.5, p. 2-3). La Cour conclut par conséquent qu'elle n'a pas à s'occuper de ces motifs, que ce soit en reformulant la question qui lui est posée ou de toute autre manière, puisqu'on ne peut pas dire que le Comité ait eu l'intention ou le désir de demander un avis à la Cour sur ces points.

45. En revanche, le Comité avait bien l'intention de demander l'avis de la Cour sur la question de savoir si le Tribunal administratif avait manqué d'exercer sa juridiction, ce qui constitue l'un des quatre motifs de contestation d'un jugement visés à l'article 11 du statut du Tribunal. Sans s'écarter de ce motif, la Cour peut redéfinir le point sur lequel il est allégué que le Tribunal a manqué d'exercer sa juridiction si cela peut lui servir à faire la lumière sur les questions juridiques qui se posent véritablement. C'est pourquoi la Cour estime essentiel de rechercher si le Tribunal a fait porter sa réflexion sur les deux questions définies à la fin du paragraphe 42 du présent avis.

46. Il convient à présent d'examiner de plus près ce que signifient les mots «a manqué d'exercer sa juridiction». La Cour s'est déjà penchée sur la question dans son avis consultatif relatif à la *Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies (C.I.J. Recueil 1973, p. 166)*. Dans cet avis, la Cour a défini son rôle de la façon suivante :

«Selon la Cour, ce motif de contestation ne vise donc que les cas où, soit sciemment soit par inadvertance, le Tribunal n'a pas exercé les pouvoirs juridictionnels qu'il détient et qui lui permettent de statuer à l'égard d'une affaire ou d'un élément important d'une affaire.» (*Loc. cit.*, p. 189, par. 51.)

La Cour a ajouté :

«Il est clair que, pour déterminer si le Tribunal a exercé des pouvoirs juridictionnels applicables en l'espèce, la Cour doit tenir compte de la substance et pas seulement de la forme. Il ne suffit donc pas que le Tribunal ait eu l'intention d'exercer ses pouvoirs à propos d'un élément important, encore faut-il qu'il les ait réellement exercés et se soit prononcé à ce sujet.» (*Loc. cit.*, p. 189-190, par. 51.)

Ce qui était alors plus important pour la Cour, c'était d'établir si la de-

mande particulière devait être expressément mentionnée dans le jugement ou s'il suffisait qu'elle ait été effectivement étudiée dans le cadre de l'examen d'un autre argument ou de toute autre manière. La Cour s'est exprimée comme suit :

« On ne saurait ... nier qu'en l'espèce la présentation adoptée [dans le jugement du Tribunal] a causé une difficulté, en ce sens que, si certaines des demandes du requérant ont été envisagées dans le cadre d'un examen d'ensemble des questions fondamentales touchant à l'inobservation du règlement, à l'annulation et au préjudice, elles n'ont pas été visées expressément, ni traitées une à une, dans les paragraphes où le Tribunal a exposé ses motifs et analysé les questions qu'il a jugées pertinentes.

Constater l'existence de cette difficulté en l'espèce ne revient pas à dire que, comme le soutient le requérant, le Tribunal ait omis d'exercer sa juridiction à propos des demandes qu'il n'a ni expressément visées ni traitées une à une dans les motifs du jugement. Pour savoir si le Tribunal a exercé sa juridiction relativement à une certaine demande, on ne saurait recourir au critère purement formel qui consiste à s'assurer qu'elle figure nommément dans les motifs du jugement : on doit appliquer ce qui est le vrai critère et déterminer si le Tribunal a fait porter sa réflexion sur les bases de la demande et en a tiré ses propres conclusions quant aux obligations que le défendeur aurait enfreintes et à l'indemnité à accorder en conséquence. Cette méthode s'impose en particulier lorsque, comme c'était le cas en l'espèce, le Tribunal se trouve saisi d'une série de demandes d'indemnisation ou de réparation qui se recouvrent ou du moins se chevauchent dans une large mesure et qui résultent d'un seul et même acte du défendeur : ... » (*C.I.J. Recueil 1973*, p. 193, par. 55-56.)

47. De même, dans la présente affaire, le Tribunal ne dit pas expressément dans son jugement que, étant admis qu'un engagement de durée déterminée accordé dans le cadre d'un détachement ne peut être renouvelé ou prolongé sans le consentement du gouvernement qui a détaché l'intéressé, il n'y a pourtant pas d'empêchement automatique à ce que le titulaire de l'engagement se voie offrir une nomination de carrière à l'expiration de cet engagement. Le Tribunal ne rejette ni n'accepte non plus expressément la thèse selon laquelle le Secrétaire général, parce qu'il était convaincu qu'un tel empêchement existait, n'aurait pas pu prendre « équitablement en considération » la candidature du requérant à un poste de carrière. Toutefois, s'il peut être établi avec assez de certitude que « le Tribunal a fait porter sa réflexion » sur les éléments qui sous-tendent ces thèses et qu'il « en a tiré ses propres conclusions », il n'a alors pas omis d'exercer sa juridiction à cet égard, quoi qu'on puisse penser de la conclusion à laquelle il est parvenu au vu des éléments dont il disposait.

48. La première démarche à entreprendre pour savoir si le Tribunal a fait porter sa réflexion sur un point particulier est évidemment d'examiner le texte du jugement; il se peut pourtant qu'il convienne aussi de consulter les opinions individuelles ou dissidentes jointes au jugement. Pour ce qui est du jugement lui-même, la Cour a déjà indiqué pourquoi, à son avis, le Tribunal n'a pas traité spécifiquement, et à titre préliminaire, la question de l'existence d'un « obstacle juridique » (paragraphe 36 et 37 ci-dessus); la Cour ne considère pas que cela signifie que le Tribunal n'a pas fait porter sa réflexion sur cette question. Toutefois, il convient aussi de mettre en évidence le passage du paragraphe XVIII du jugement, cité au paragraphe 36 ci-dessus, dans lequel le Tribunal se réfère au « pouvoir exclusif » du défendeur « de décider ce qui constituait « une prise en considération équitable » et de déterminer s'il était possible d'offrir au requérant une nomination pour une période de stage » ainsi qu'à l'exercice régulier de ce « pouvoir » par le défendeur. Un pouvoir discrétionnaire n'autorise certes pas son titulaire, comme le Tribunal a eu raison de le souligner dans son jugement n° 54 (*Mauch*), à « user » de ce pouvoir « de façon arbitraire ou capricieuse ni [à] donner, du licenciement, un motif spécieux ou inexact qui révélerait un manque de bonne foi ou un mépris des droits du fonctionnaire en cause ». Il reste cependant que, pour le Tribunal, le Secrétaire général n'était pas tenu par des règles obligatoires de faire quelque chose et de le faire d'une certaine manière. Autrement dit, le Secrétaire général pouvait prendre la décision d'offrir au requérant un engagement de carrière mais il n'était pas tenu de le faire. Il en résulte que le Tribunal a nettement décidé, encore qu'implicitement, qu'il n'existait pas d'obstacle juridique absolu, c'est-à-dire d'obstacle à toute espèce de nouvel engagement, qui aurait inspiré, selon le requérant, la décision de ne pas lui offrir une nomination de carrière. Ce faisant, le Tribunal a donc répondu à la demande du requérant visant à ce qu'il soit déclaré qu'il n'existait pas d'obstacle juridique à son maintien en service.

49. Pour interpréter ou élucider un jugement, il est à la fois permis et souhaitable de prendre en considération les éventuelles opinions dissidentes ou autres jointes à ce jugement. Les déclarations et opinions que des membres d'une juridiction rédigent au moment où une décision est rendue et qu'ils joignent à cette décision peuvent contribuer à clarifier celle-ci. C'est pourquoi le Tribunal, suivant en cela l'exemple de la Cour elle-même, a eu pour pratique non seulement de permettre aux juges d'exprimer de telles opinions, mais aussi de les publier avec le jugement, ce qui est une sage pratique. En l'espèce, il est donc légitime, pour mieux saisir la position du Tribunal sur la question à l'examen, de se reporter non seulement au jugement lui-même mais encore à la « déclaration » de M. Ustor et à l'opinion dissidente de M. Kean.

50. Le président, M. Ustor, qui a voté pour le jugement, a estimé que « le requérant ne remplissait pas les conditions requises pour que son cas soit pris en considération aux fins d'une nomination de carrière » parce que la notion de détachement « exclut non seulement la prolongation de

l'engagement pour une durée déterminée d'un fonctionnaire détaché mais aussi la conversion de cette nomination en un autre type de nomination sans le consentement du gouvernement intéressé». L'un des vice-présidents, M. Kean, a été d'un avis différent. Pour lui :

« Loin de reconnaître l'existence d'une règle généralement acceptée selon laquelle, en l'absence du consentement du gouvernement d'un fonctionnaire détaché, il faut dans tous les cas refuser, *in limine*, à ce dernier une nomination à titre permanent à la fin de sa période de détachement, ce paragraphe [d'un rapport de la commission de la fonction publique internationale] précise très clairement que les vues du gouvernement ne sont pas décisives mais qu'elles doivent être pleinement prises en considération en même temps que tous les autres facteurs pertinents. »

Il est évident que, si le troisième membre du Tribunal, qui n'a pas exposé ses vues dans une opinion individuelle, avait partagé l'opinion de M. Ustor, la décision du Tribunal aurait alors été rédigée de façon à traduire l'opinion des deux membres formant la majorité, opinion suivant laquelle le détachement du requérant constituait un obstacle absolu à une nomination de carrière, de sorte que la question d'une « prise en considération équitable » ne se serait pas posée. Dans son jugement, le Tribunal a donc adopté une position médiane entre celle de M. Ustor et celle de M. Kean; il ne s'écarte de l'opinion particulière du premier que dans la mesure où il conclut qu'aucun « obstacle juridique » ne s'opposait à une nomination de carrière et il s'écarte de l'opinion du second en déclarant que le cas de l'intéressé a bien été « pris équitablement en considération ». M. Ustor ne s'est pas déclaré en désaccord sur ce second point; il a estimé qu'il n'y avait pas besoin de prendre « équitablement en considération » le cas de l'intéressé, compte tenu du détachement de ce dernier, mais qu'en réalité il y avait eu prise en considération équitable.

51. Il convient cependant de souligner que, de toute façon, la réponse que la Cour doit donner à la première question qui lui a été posée par le Comité ne dépend pas de l'interprétation exacte de la pensée de M. Ustor. Il est demandé à la Cour de dire si le Tribunal a omis d'exercer sa juridiction sur un point particulier; il ne s'agit pas de savoir si la conclusion du Tribunal sur ce point est exacte ou non mais s'il y a réfléchi. La Cour n'a pas à choisir entre la conclusion du Tribunal et celle d'un de ses membres, encore qu'il puisse lui importer de savoir dans quelle mesure celui-ci a partagé la conclusion de ses collègues. On peut même dire que plus il apparaît qu'il y a eu désaccord au sein du Tribunal sur ce point, plus il est certain que celui-ci a été examiné et débattu et qu'il n'a pas été passé sous silence ou considéré comme allant de soi.

52. La possibilité que le Secrétaire général, lorsqu'il a examiné le cas du requérant, ait cru à tort que le détachement de ce dernier constituait un « obstacle juridique » à un nouvel engagement a été traitée en des termes légèrement différents dans l'opinion dissidente de M. Kean. Le Tribunal a décidé que le requérant n'était pas « en droit de compter sur »

le renouvellement de son engagement de durée déterminée. M. Kean a examiné la lettre du 21 décembre 1983 et l'a interprétée de la façon suivante :

« L'auteur de la lettre croyait évidemment que si le requérant n'était pas en droit de compter sur le renouvellement de son engagement, il était exclu qu'il puisse recevoir une nomination de carrière en vertu de la résolution de l'Assemblée générale » ;

autrement dit, le fait que le requérant n'était pas en droit de compter sur le « renouvellement de son engagement » parce qu'il avait été détaché constituait un « obstacle juridique ». Or, comme M. Kean considère que

« l'application de cette résolution n'est pas subordonnée au fait que le fonctionnaire soit autorisé à compter sur le renouvellement de son engagement, ce qui ne constitue donc en aucune façon une condition indispensable pour une nomination de carrière »,

il en a conclu que « la décision du défendeur était entachée d'erreurs fondamentales de fait ou de droit [et] qu'elle [devait] être annulée... »

53. Les délibérations du Tribunal ont eu lieu en l'espèce « du 11 mai au 8 juin 1984 ». Compte tenu de la pratique que les organes judiciaires composés de plusieurs membres suivent habituellement pour l'échange de vues qui a lieu pendant le délibéré, il ne semble pas possible à la Cour de conclure que le Tribunal n'a pas fait porter sa réflexion sur les questions dont MM. Ustor et Kean ont dit expressément qu'elles motivaient leur désaccord avec une partie du jugement. Comme il y avait toujours désaccord au moment du vote sur le jugement, le Tribunal, en tant qu'organe représenté par la majorité qui a voté en faveur du jugement, doit également avoir tiré ses propres conclusions sur ces questions, même si ces conclusions n'ont pas été énoncées dans le jugement aussi clairement qu'elles auraient dû l'être.

54. Avant de poursuivre son examen, la Cour doit toutefois se demander quel poids attacher éventuellement à l'interprétation que le Secrétaire général a donnée du jugement du Tribunal dans ses observations sur la demande présentée au Comité par le requérant (A/AC.86/R.118) et dans l'exposé écrit qu'il a déposé à la Cour en l'espèce. Il est clair que la Cour doit se faire sa propre opinion de l'interprétation à donner du jugement ; il n'en reste pas moins que le Secrétaire général, en tant que partie à l'affaire portée devant le Tribunal et en tant que chef des services administratifs de l'Organisation, est bien placé pour exprimer des avis en la matière. Dans ses observations sur la demande présentée au Comité par le requérant, le Secrétaire général a déclaré :

« il est clair que le Tribunal a favorablement accueilli les arguments du requérant puisqu'il a jugé que le cas de ce dernier devait être pris équitablement en considération aux fins d'une nomination de carrière et qu'en fait il l'avait été (par. XVIII du jugement).

.....
Le défendeur estime qu'il est donc clair que le Tribunal a régulière-

ment exercé sa juridiction ou sa compétence, conformément à l'article 2 de son statut, lorsqu'il a examiné la requête et statué sur celle-ci comme il est dit dans le jugement. Il n'a pas refusé d'exercer sa compétence... »

Dans l'exposé écrit qu'il a présenté à la Cour, le Secrétaire général a cependant fait valoir, premièrement, que la question de l'existence d'un obstacle juridique n'était pas en litige entre les parties, deuxièmement, que le Tribunal n'était pas habilité à donner son avis sur des questions abstraites ou à y répondre et, troisièmement, qu'il n'était tenu, ni par la logique ni par le droit, de répondre à cette question. A supposer que ces arguments impliquent que, pour le Secrétaire général, le Tribunal n'a pas effectivement traité la question, cela ne revient pas à dire que le Tribunal a manqué d'exercer sa juridiction à cet égard. Au contraire, c'est précisément pour les trois raisons qui viennent d'être mentionnées que le Secrétaire général a estimé que le Tribunal n'avait pas manqué d'exercer sa juridiction. Mais la Cour estime qu'elle ne peut pas faire sienne l'interprétation que le Secrétaire général lui a présentée du jugement : rien ne lui paraît indiquer que, dans son jugement, le Tribunal ait laissé de côté la question de l'« obstacle juridique » en considérant qu'« elle n'était pas en litige entre les parties ». Aux paragraphes 38 à 40 du présent avis, la Cour a expliqué comment elle interprète le jugement sur ce point.

55. En tout état de cause, le Tribunal était tenu de se prononcer sur la question de savoir si le cas avait bien été « pris équitablement en considération » et il l'a tranchée par l'affirmative. La Cour rappellera ce qu'elle a déclaré à propos d'une demande de réformation dans un précédent avis consultatif :

« Comme elle l'a déjà indiqué, la Cour n'a pas pour mission, en vertu de l'article 11 du statut du Tribunal administratif, de refaire le procès mais de donner son avis sur les questions qui lui sont soumises au sujet des objections soulevées contre le jugement. La Cour n'est donc pas habilitée à substituer son opinion à celle du Tribunal sur le fond de l'affaire tranchée par celui-ci. Son rôle est de déterminer s'il ressort des circonstances de l'espèce, concernant le fond ou la procédure, qu'une contestation formulée contre le jugement pour l'un des motifs mentionnés à l'article 11 est fondée... »

.....
dans le cas de l'article 11 du statut du Tribunal administratif des Nations Unies, une contestation de la décision fondée sur le non-exercice de la juridiction ou une erreur procédurale essentielle ne peut être transformée en une procédure contre le fond de la décision. »
(*Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies, C.I.J. Recueil 1973, p. 187-188, par. 47-48.*)

En ce qui concerne la thèse selon laquelle le Secrétaire général n'aurait pas « pris équitablement en considération » le cas du requérant, en appli-

cation de la résolution 37/126, parce qu'il croyait qu'il existait un « obstacle juridique », la Cour doit donc conclure dans les termes qu'elle a utilisés à propos d'une des thèses avancées en 1973 :

« Dans ces conditions, la Cour ne pense pas que la thèse selon laquelle le Tribunal n'a pas exercé sa juridiction ... soit admissible. Le Tribunal a manifestement examiné la question et il a exercé sa juridiction en déboutant le requérant. Ce n'est donc pas le non-exercice de sa juridiction par le Tribunal que cette thèse concerne mais un recours contre la décision qu'il a prise sur le fond. » (*Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies, C.I.J. Recueil 1973, p. 201, par. 70.*)

*

56. Le requérant, dans l'exposé de son opinion transmis à la Cour par le Secrétaire général, ne s'en est pas tenu au libellé de la question posée à la Cour, celle de savoir si le Tribunal a manqué d'exercer sa juridiction sur un point particulier; il a soutenu que « le Tribunal n'[avait] pas vraiment cherché à déterminer quels étaient les droits et le statut contractuel du requérant, non plus que les obligations du Secrétaire général à son égard ». Il a aussi été déclaré, dans une consultation annexée aux observations du requérant sur les exposés écrits présentés à la Cour, que la Cour peut être « conduite à s'interroger sur la question, beaucoup plus générale, de savoir si le Tribunal n'a pas également omis d'exercer sa juridiction pour d'autres motifs que celui retenu par le Comité ». Comme la Cour l'a fait observer, il est nécessaire de rechercher « quelles sont véritablement les questions juridiques que soulèvent les demandes formulées dans une requête » (paragraphes 43 et 45 ci-dessus), c'est-à-dire les questions « en litige » (*in issue*) pour l'organe qui demande l'avis consultatif. La Cour ne saurait examiner chaque question « en litige » devant le Tribunal afin de voir si celui-ci a bien exercé sa juridiction à cet égard. Il ne semble pas que les problèmes mentionnés dans l'argumentation du requérant et dans la consultation écrite susvisée aient été « en litige » au Comité: ils ont une portée beaucoup plus large que la question formulée dans la requête adressée au Comité (A/AC.86/R.117, par. 6-16). Il apparaît en outre qu'ils tendent à prouver que le jugement du Tribunal est incohérent ou tout simplement erroné. Le requérant affirme à maintes reprises qu'« on n'a pas pu prendre équitablement en considération [son] cas » aux fins d'une nomination de carrière en raison de telle ou telle circonstance qui existait selon lui. Mais il est de fait que le Tribunal a jugé que le cas avait été pris en considération de façon équitable; accuser le Tribunal de s'être trompé en statuant ainsi n'équivaut pas à le déclarer coupable de n'avoir pas exercé sa juridiction mais revient plutôt à se plaindre de la manière dont il l'a exercée.

*

57. Les Etats-Unis ont soutenu que la constatation du Tribunal selon laquelle le cas du requérant avait été « pris équitablement en considération » reposait sur une simple déduction tirée d'une assertion que le Secrétaire général avait faite dans la lettre du 21 décembre 1983 et que rien n'était. Les Etats-Unis n'en concluent cependant pas que le Tribunal a omis d'exercer sa juridiction; ils en concluent que la prétendue omission du Tribunal « pourrait conduire à conclure, suivant les termes de l'article 11 du statut du Tribunal, que celui-ci « a commis, dans la procédure, une erreur essentielle qui a provoqué un mal-jugé... » Or la Cour n'a pas été priée de se prononcer sur la question de savoir si le jugement du Tribunal est éventuellement défectueux au regard de ce motif.

* *

58. En résumé, la Cour estime, après avoir dûment examiné le texte du jugement n° 333 du Tribunal, que celui-ci n'a pas manqué d'exercer sa juridiction « en ne répondant pas à la question de savoir s'il existait un obstacle juridique au renouvellement de l'engagement du requérant à l'Organisation des Nations Unies après la venue à expiration de son contrat le 26 décembre 1983 ». Par conséquent, la Cour doit répondre par la négative à la première question que le Comité lui a posée.

* * *

59. La Cour en vient maintenant à la seconde question sur laquelle le Comité lui a demandé de donner un avis consultatif, à savoir :

« Le Tribunal administratif des Nations Unies, dans le même jugement n° 333, a-t-il commis une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte des Nations Unies ? »

Au paragraphe 27 ci-dessus la Cour a rappelé quelle est l'étendue des pouvoirs qu'elle détient lorsqu'un avis consultatif lui est demandé au motif que le Tribunal a « commis une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte des Nations Unies ». Quant à l'ampleur de l'enquête que la Cour doit mener pour pouvoir se prononcer sur une contestation fondée sur ce motif, il convient de rappeler que, dans l'avis consultatif qu'elle a donné en 1982, la Cour est parvenue à la conclusion suivante :

« De toute manière, il est évident que la Cour ne saurait décider si un jugement interprétant le statut ou le règlement du personnel comporte une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte sans se reporter à ce jugement pour s'assurer de ce que le Tribunal a dit réellement. Dans cette limite, la Cour doit donc examiner la décision du Tribunal au fond. Cet examen une fois terminé, elle n'a pas à se pencher sur la question de ce que serait, en soi, la bonne interprétation du statut et du règlement du personnel, au-delà de ce qui est

strictement nécessaire pour déterminer si l'interprétation du Tribunal est contraire à ce que prescrivent les dispositions de la Charte des Nations Unies.» (*Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies, C.I.J. Recueil 1982, p. 358, par. 64.*)

60. La Cour a également souligné que :

« Il serait donc tout à fait erroné de supposer que, parce que le droit appliqué par le Tribunal ou par tout organe des Nations Unies tire en dernière analyse sa validité de la Charte, le motif de l'article 11 en cours d'examen signifierait que, chaque fois qu'une interprétation du statut ou du règlement du personnel donnée par le Tribunal serait contestée, il deviendrait possible de demander à la Cour un avis consultatif. » (*Ibid.*, p. 358-359, par. 65.)

En bref, la Cour a refusé d'interpréter les mots « erreur de droit concernant les dispositions de la Charte » comme ayant le même sens que les mots « erreur de droit » (*ibid.*, p. 359) et elle a poursuivi son raisonnement comme suit :

« Mais, s'il n'appartient pas à la Cour d'interpréter en général le statut et le règlement du personnel, il lui incombe au plus haut degré, comme on l'a vu, de rechercher si l'interprétation ou l'application particulière que le Tribunal fait de ce statut et de ce règlement contredit une disposition de la Charte... » (*Ibid.*, p. 359, par. 66.)

61. La Cour se bornera à ajouter à cela qu'il lui est également loisible de juger s'il y a contradiction entre l'interprétation que le Tribunal a donnée de tout autre texte pertinent, comme en l'espèce les dispositions de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale, et une quelconque disposition de la Charte. Elle relèvera également que, suivant la jurisprudence du Tribunal relative à sa propre compétence,

« l'article 2.1 du statut du Tribunal, pour déterminer la compétence du Tribunal, parle des requêtes invoquant l'inobservation du contrat d'engagement des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et de leurs conditions d'emploi. S'il a paru utile de mentionner que les mots « contrat » et « conditions d'emploi » visaient toutes les dispositions pertinentes du statut et du règlement en vigueur, on ne peut déduire des termes employés que cette disposition exclut l'application éventuelle de toute autre source de droit, notamment de la Charte, qui est la constitution même de l'Organisation des Nations Unies et dont certaines dispositions sont relatives aux fonctionnaires... » (Jugement n° 162 (*Mullan*)).

* *

62. Dans l'exposé de son opinion transmis à la Cour, l'intéressé formule ses objections contre le jugement du Tribunal en invoquant des « principes » de la Charte plutôt que des manquements à des dispositions particulières de celle-ci : il soutient que « le fait que le Tribunal ne se soit pas conformé dans ses conclusions aux principes de la Charte constitue une erreur de droit au même titre que l'interprétation erronée d'une disposition de la Charte ». Or la Cour estime que, si le passage pertinent de l'article 11 du statut du Tribunal est rédigé comme il l'est et s'il y est question d'une « erreur de droit concernant *les dispositions* de la Charte des Nations Unies », c'est pour une bonne raison. Soutenir qu'il y a eu erreur de droit dans un jugement du Tribunal en se fondant sur une prétendue inobservation de principes, sans se référer à des textes précis, pourrait servir de prétexte pour attaquer d'une manière générale une décision du Tribunal quant au fond et pour inviter la Cour à « refaire le procès [et à] essayer de substituer son opinion sur le fond à celle du Tribunal » (*C.I.J. Recueil 1982*, p. 356, par. 58), ce qui n'est pas le rôle de la Cour, ainsi qu'elle l'a déclaré. Quoi qu'il en soit, dans la demande qu'il a présentée au Comité (A/AC.86/R.117) et dans ses observations sur les exposés écrits, le requérant a formulé ses objections de façon plus précise en citant des articles de la Charte, et c'est en se référant à ces textes que la Cour examinera si l'objection invoquant une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte est fondée ou non.

63. Comme elle l'a relevé plus haut, la Cour considère qu'il ressort du jugement que, pour le Tribunal, le Secrétaire général a « pris équitablement en considération » le cas du requérant aux fins d'une nomination de carrière et s'est ainsi conformé aux prescriptions de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale. Dans ses observations sur les exposés écrits présentés à la Cour, le requérant affirme qu'« aucune constatation de fait de ce genre n'a été faite... Même si une telle constatation avait été faite, le point de savoir si la prise en considération a été ou non « équitable » relève du droit et est donc susceptible d'être réexaminé. » Pour sa part, le Secrétaire général a soutenu, dans son exposé écrit, que la question de savoir si le cas du requérant avait été « équitablement pris en considération » n'était pas « une question de droit concernant le paragraphe 3 de l'article 101 de la Charte ».

64. Il importe d'avoir bien présente à l'esprit la distinction entre l'accomplissement par le Secrétaire général de ses devoirs et l'exécution par le Tribunal de ses fonctions judiciaires, même si l'un et l'autre ont peut-être dû tenir compte des mêmes considérations. Le Secrétaire général avait le devoir de « prendre équitablement en considération » le cas du requérant en tant que candidat à une nomination de carrière, sans quoi il ne se serait pas conformé à la résolution 37/126 de l'Assemblée générale. A cet effet, ou ce faisant, il lui incombait de peser équitablement tous les éléments pertinents, y compris le détachement du requérant, pour parvenir à une conclusion. Quant au Tribunal, lorsqu'il a été saisi de la question, il n'avait pas à suivre le Secrétaire général dans sa dé-

marche ni à vérifier chaque étape de son raisonnement. Il lui fallait dire s'il y avait eu « inobservation » de l'un quelconque des textes pertinents, y compris la résolution 37/126 de l'Assemblée générale; il avait donc à déterminer s'il y avait eu « prise en considération équitable ». Il est clair que le Tribunal avait le pouvoir et le devoir de réexaminer la question du détachement, en tant qu'obstacle juridique, pour s'assurer que le Secrétaire général n'avait pas commis d'erreur de droit sur ce point; c'est d'ailleurs ce qu'il a fait. Il lui fallait ensuite se prononcer sur le caractère équitable de la prise en considération mais, de l'avis de la Cour, cela ne devait pas amener le Tribunal à tenter de trancher lui-même la question de savoir si le requérant devait bénéficier d'une nomination de carrière.

65. Dès lors que le Tribunal avait conclu que le requérant n'avait pas une « expectative juridique » à un nouvel engagement, ce qui aurait imposé à l'Organisation l'obligation correspondante de « conserver le requérant [à son] service » (voir paragraphes 33 et 34 ci-dessus), celui-ci avait seulement droit à ce que son cas soit « pris équitablement en considération ». Une telle prise en considération suppose par définition que le Secrétaire général dispose d'une certaine latitude pour exercer son pouvoir discrétionnaire; de fait, le Tribunal a conclu que « le défendeur avait le pouvoir exclusif de ... déterminer s'il était possible d'offrir au requérant une nomination pour une période de stage » et qu'il avait « exercé son pouvoir discrétionnaire de façon régulière » (par. XVIII). Selon la jurisprudence constante du Tribunal lui-même, dans le cas où le Secrétaire général a été investi d'un pouvoir discrétionnaire, en principe le Tribunal ne contrôle pas son exercice, étant entendu toutefois que « ce pouvoir discrétionnaire ne saurait être exercé pour des fins illicites, ce qui constituerait un excès de pouvoir susceptible d'entraîner l'annulation de la décision » (jugement n° 50 (*Brown*)). Dans le jugement à l'examen, le Tribunal a rappelé une des conclusions auxquelles il était parvenu dans une affaire antérieure :

« Si l'on a voulu dans ce domaine laisser au Secrétaire général une entière liberté d'action, il ne saurait cependant user de ses pouvoirs de façon arbitraire ou capricieuse ni donner, du licenciement, un motif spécieux ou inexact qui révélerait un manque de bonne foi ou un mépris des droits du fonctionnaire en cause. » (Jugement n° 54 (*Mauch*).)

66. Pour l'essentiel, ce dont le requérant se plaint à propos du jugement du Tribunal, ce n'est pas tant que le Tribunal lui-même a commis des erreurs de droit concernant les dispositions de la Charte, mais plutôt que le Secrétaire général, lorsqu'il a pris sa décision sur le maintien en service du requérant, n'a pas respecté certaines dispositions de la Charte, et que le Tribunal ne l'a pas constaté. De plus, pour qu'une objection soulevée contre un jugement du Tribunal, fondée sur une erreur de droit concer-

nant les dispositions de la Charte, puisse être admise, le Tribunal doit avoir eu à trancher un problème à propos duquel une erreur de ce genre pouvait être commise. Il convient donc de se rappeler quelle était la thèse présentée au Tribunal pour comprendre quel était le problème que le Tribunal était prié de trancher.

* *

67. La première disposition de la Charte au sujet de laquelle le requérant soutient que le Tribunal a commis une erreur de droit est l'article 101, paragraphe 1, qui dispose que « le personnel [du Secrétariat] est nommé par le Secrétaire général conformément aux règles fixées par l'Assemblée générale ». Le passage du jugement que l'intéressé critique à ce propos a pour source la question de savoir si le comité des nominations et des promotions aurait dû jouer un rôle quelconque. Dans les « Observations sur la réplique du défendeur » qu'il a présentées au Tribunal, le requérant, sous le titre « Le droit du requérant à ce que son cas soit pris équitablement en considération aux fins d'une nomination de carrière lui a été irrégulièrement dénié », consacre trois paragraphes à l'argument selon lequel « le défendeur a empêché que le cas du requérant soit examiné par le comité des nominations et des promotions ». D'après la documentation présentée au Tribunal, la première nomination de carrière du requérant aurait été, compte tenu des règles et de la pratique établies, une nomination pour une période de stage (voir dispositions 104.12 a) et 104.13 a) i) du règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies) bien qu'il ait déjà été au service de l'Organisation depuis un certain nombre d'années. Dans sa résolution 38/232 (sect. VI, par. 5) en date du 20 décembre 1983, l'Assemblée générale recommande de s'abstenir d'exiger que les fonctionnaires nommés pour une période déterminée qui ont accompli cinq années de service en donnant satisfaction accomplissent une période de stage. Mais le Tribunal a estimé que « jusqu'à ce que le défendeur ait accepté » cette recommandation « la procédure existante qui consiste à offrir à un candidat une nomination pour une période de stage reste applicable » (par. XVIII). La procédure habituelle conduisant à l'offre d'une nomination pour une période de stage consistait en une recommandation du département dans lequel le fonctionnaire devait être nommé. Cette recommandation était examinée par le service administratif, à savoir le bureau des services du personnel. Une proposition était ensuite faite, qui était examinée par le comité des nominations et des promotions. On relèvera en passant que, dans la lettre qu'il a adressée au Secrétaire général le 13 décembre 1983, le requérant s'est fondé sur la disposition 104.14 a) ii) du règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, aux termes de laquelle le comité des nominations et des promotions doit, lorsqu'il y a des postes à pourvoir, donner normalement « la préférence, à titres égaux, aux fonctionnaires du Secrétariat ». Or le requérant s'est plaint de ce que, alors que le département dans lequel il avait travaillé avait manifestement

l'intention de proposer son « maintien en fonction », le service administratif n'avait jamais examiné de proposition à cet effet puisque « sur instructions du cabinet du Secrétaire général », il avait informé le requérant, le 23 novembre 1983, que « l'Organisation n'[avait] pas l'intention de prolonger [son] engagement de durée déterminée au-delà de sa date d'expiration ».

68. Le requérant a soutenu devant le Tribunal que le comité des nominations et des promotions n'avait jamais examiné la possibilité qu'il reçoive un engagement de carrière parce que, à la suite de la décision prise par le cabinet du Secrétaire général, aucune proposition n'était jamais parvenue à ce comité. Le requérant a présenté cela comme un aspect du prétendu refus de prendre son cas « équitablement en considération ». Les conclusions du Tribunal sur ce point figurent aux paragraphes XVI à XVIII du jugement : en fait, le Tribunal a rejeté l'argument selon lequel le droit de l'intéressé à ce que son cas soit « pris équitablement en considération » impliquait le droit à ce que ce cas soit examiné par le comité des nominations et des promotions; la résolution 37/126 de l'Assemblée générale, tout en s'imposant au Secrétaire général, ne prévoyait pas de procédure particulière et, comme il a été indiqué ci-dessus, celle qui est recommandée dans la résolution 38/232 de l'Assemblée générale n'avait pas encore été mise en œuvre. En conséquence, le Tribunal a été d'avis que

« la procédure existante qui consiste à offrir à un candidat une nomination pour une période de stage reste applicable, et qu'en l'absence d'une telle nomination il est loisible au défendeur de décider des modalités selon lesquelles le cas d'un fonctionnaire doit être « pris équitablement en considération » aux fins d'une nomination de carrière, conformément au paragraphe 5 de la section IV de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale. Dans le cas présent, le défendeur avait le pouvoir exclusif de décider ce qui constituait « une prise en considération équitable » et de déterminer s'il était possible d'offrir au requérant une nomination pour une période de stage. » (Par. XVIII.)

69. Se fondant sur ce passage du jugement, le requérant soutient qu'il y a là « une question de droit concernant le paragraphe 1 de l'article 101 de la Charte ». Il relève qu'« aux termes du paragraphe 1 de l'article 101 de la Charte, les pouvoirs du Secrétaire général en matière de nominations sont limités par l'obligation de respecter « les règles fixées par l'Assemblée générale » et il formule le grief suivant :

« Le Tribunal n'a pas cherché à apprécier l'équité selon ses propres normes ou toute autre norme juridique, et il n'a pas non plus cherché à délimiter le pouvoir discrétionnaire du Secrétaire général, alors qu'il en avait lui-même défini les limites dans le passé (voir, par exemple, jugement n° 54, *Mauch*) et que la Cour a reconnu dans l'affaire *Fasla* que c'était là une partie essentielle du rôle du Tribunal (*C.I.J. Recueil 1973*, p. 205). Le jugement du Tribunal, s'il est

confirmé, autorise le défendeur à agir comme si le paragraphe 5 de la section IV de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale n'avait jamais été adopté. En fait, il confère au défendeur un pouvoir discrétionnaire encore plus étendu que celui qu'il possédait avant cette résolution, lorsqu'on appliquait les mécanismes et procédures normaux en matière de nominations.»

70. Toutefois, il n'apparaît pas à la Cour que le jugement du Tribunal, correctement compris, soulève quelque question de droit concernant l'article 101, paragraphe 1, de la Charte. Dans le passage du paragraphe XVIII du jugement cité à la fin du paragraphe 68 ci-dessus, le Tribunal n'examinait pas l'étendue du pouvoir discrétionnaire laissé au Secrétaire général par la résolution 37/126, au sens des limites du pouvoir discrétionnaire fixées par la jurisprudence du Tribunal, notamment dans les jugements n° 50 (*Brown*) et n° 54 (*Mauch*). Le Tribunal examinait la question de savoir si une *procédure* particulière devait être suivie pour garantir une « prise en considération équitable », et il a conclu négativement. Dans ce contexte, la Cour n'interprète pas le membre de phrase « dans le cas présent, le défendeur avait le pouvoir exclusif de décider ce qui constituait « une prise en considération équitable » comme signifiant que le seul critère permettant de dire s'il y avait eu prise en considération équitable était de savoir si le Secrétaire général pensait que sa conclusion était équitable; la Cour l'interprète comme voulant dire qu'il appartenait au Secrétaire général de décider quel *processus* constituait une « prise en considération équitable » — qu'il s'agisse d'une prise en considération par le Secrétaire général lui-même sur avis des hauts fonctionnaires qui l'entourent ou par le comité des nominations et des promotions, ou encore de toute autre manière. C'est d'ailleurs cette interprétation qui a été présentée dans l'exposé des vues du requérant :

« Le Tribunal semble avoir dit dans son jugement que ce n'était que dans le cas d'une nomination pour une période de stage que la commission des nominations et des promotions devait être saisie pour examen. Pour tout autre type de nomination, le Secrétaire général est seul habilité à décider de la méthode d'examen de son choix. »

Cette question de procédure était l'une de celles que le requérant avait soumises au Tribunal lorsqu'il s'était plaint que le comité des nominations et des promotions n'avait pas été consulté; pour sa part, le Secrétaire général n'avait jamais soutenu devant le Tribunal qu'il jouissait du pouvoir discrétionnaire, illimité et exempt de tout contrôle, de refuser une nomination pour n'importe quel motif qu'il déciderait de qualifier d'« équitable ». Au contraire, dans la réplique qu'il a présentée au Tribunal, le Secrétaire général a déclaré que :

« Le réengagement du requérant était une question qu'il appartenait au Secrétaire général de trancher dans l'exercice de ses pouvoirs

et de ses responsabilités en vertu de la Charte et du statut du personnel après examen de toutes les circonstances de l'affaire»,

et il a d'ailleurs prié le Tribunal de dire qu'il avait exercé ses pouvoirs de façon régulière. Il n'a pas allégué que le Tribunal n'était pas compétent pour examiner ses décisions au motif que le défendeur avait «le pouvoir exclusif» de décider ce qui était «équitable». La Cour ne conclut pas, au vu des citations que le Tribunal a faites de sa propre jurisprudence, que celui-ci a dépassé les limites de l'affaire qui lui était soumise pour affirmer l'existence d'un pouvoir discrétionnaire illimité.

71. De plus, il est difficile de suivre le requérant quand il prétend que «le Tribunal n'a pas cherché à apprécier l'équité selon ses propres normes ou toute autre norme juridique, et [qu']il n'a pas non plus cherché à délimiter le pouvoir discrétionnaire du Secrétaire général...»; car en fait le Tribunal a cité un passage du jugement n° 54 qu'il avait rendu en l'affaire *Mauch* à propos de la limitation de l'exercice du pouvoir discrétionnaire du Secrétaire général et il a conclu expressément que «la décision prise par le défendeur dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire ne peut être attaquée sur la base de l'un quelconque des motifs précités» (par. XIX).

72. Certes le Secrétaire général n'a pas revendiqué un pouvoir discrétionnaire illimité et le Tribunal n'a nulle part déclaré qu'il en possédait un, mais le Tribunal a accepté l'affirmation du Secrétaire général selon laquelle la «prise en considération équitable» requise par la résolution 37/126 avait eu lieu et il l'a jugée suffisante; il n'a pas exigé que le Secrétaire général précise quand et comment elle avait eu lieu; moins encore a-t-il demandé des preuves à cet effet. On pourrait être amené à soutenir que le Tribunal ne s'est pas acquitté régulièrement de ses fonctions de réexamen judiciaire d'une mesure administrative puisque le fait d'accepter, sans la mettre en cause, l'assertion du Secrétaire général suivant laquelle le cas du requérant avait été «pris équitablement en considération» par lui signifierait alors en pratique que le Secrétaire général jouirait d'un pouvoir discrétionnaire illimité. Or il importe de rappeler une fois de plus que ce n'est pas à cette question que la Cour doit répondre mais à celle de savoir si le Tribunal a commis une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte des Nations Unies. Ce n'est que si l'on peut dire que, en agissant comme il est censé l'avoir fait, le Tribunal a commis une erreur de droit de ce genre, que la Cour a le devoir d'examiner la question. C'est pourquoi la Cour doit commencer par se demander quelle serait l'erreur de droit qu'aurait commise le Tribunal; il lui faudra ensuite rechercher quelle serait, le cas échéant, la source de la règle de droit qu'il n'aurait pas dûment respectée, afin d'établir si l'erreur concernait les dispositions de la Charte.

73. Le Tribunal a été saisi d'une requête «invoquant l'inobservation» des «conditions d'emploi» du requérant, lesquelles comprennent «toutes dispositions pertinentes du statut et du règlement en vigueur au moment de l'inobservation invoquée», y compris la résolution 37/126 de l'Assem-

blée générale. Comme la Cour l'a souligné dans son avis consultatif de 1982 (voir paragraphe 60 ci-dessus), il appartient à la Cour de juger s'il y a contradiction entre l'interprétation que le Tribunal a donnée d'un texte tel que la résolution 37/126 et une disposition quelconque de la Charte. Or aucune disposition de la résolution elle-même ou du statut ou du règlement du personnel n'indique comment le Tribunal doit procéder lorsqu'il est allégué que le Secrétaire général a agi contrairement à une disposition l'obligeant à prendre «équitablement en considération» le cas d'un fonctionnaire aux fins d'une nomination de carrière ou quelles preuves il doit exiger; le statut et le règlement du Tribunal ne jettent pas non plus de lumière sur la question. Le Tribunal n'a pas interprété la résolution comme obligeant le Secrétaire général à expliquer au Tribunal comment le cas du requérant avait été «pris équitablement en considération»; la Cour ne peut considérer que cette interprétation est en contradiction avec l'article 101, paragraphe 1, de la Charte. Elle n'a donc pas à rechercher si le Tribunal pouvait ou devait agir autrement. C'est ainsi que la question de savoir si le Tribunal a appliqué correctement le principe de la charge de la preuve (voir *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)*, compétence et recevabilité, arrêt, C.I.J. Recueil 1984, p. 437, par. 101) ne paraît pas à la Cour être une question de droit «concernant les dispositions de la Charte des Nations Unies» et elle ne doit donc pas être examinée dans le présent avis.

74. Le Tribunal a également conclu qu'en l'espèce, à la différence de l'affaire *Rosescu* (jugement n° 431 du Tribunal administratif de l'OIT),

«il n'a pas été allégué, et encore moins prouvé, que le défendeur aurait sollicité des instructions de quelque Etat Membre que ce soit, ni qu'il aurait en aucune façon permis que les vœux d'un Etat Membre prennent le pas sur les intérêts de l'ONU...» (par. XIX).

Le requérant n'a certes pas allégué que le Secrétaire général avait sollicité des instructions d'un quelconque Etat Membre — il ne l'a d'ailleurs pas allégué dans ses communications à la Cour (voir paragraphe 76 ci-après) — mais, dans ses écritures, il s'est référé à une remarque que le Tribunal avait formulée dans l'affaire *Mauch* et qu'il considérait comme applicable en l'espèce, à savoir que le Secrétaire général ne peut «donner, du licenciement, un motif spécieux ou inexact». Les abus qu'il dénonçait avaient leur source dans les déclarations de hauts fonctionnaires du Secrétariat reproduites au paragraphe 16 ci-dessus, qu'il interprétait comme révélant que son détachement avait été considéré comme constituant un obstacle à tout nouvel engagement. Selon le requérant, si ce n'était pas ce que le Secrétaire général avait cru, «les raisons données par les personnalités précitées étaient spécieuses».

75. Ces diverses déclarations, annexées à l'exposé des faits et à la plaidoirie du requérant ainsi qu'à ses observations sur la réplique du défendeur, étaient à la disposition du Tribunal, mais celui-ci ne les a pas mentionnées, sauf à propos de la lettre du 21 décembre 1983 dont le Tribunal, comme la Cour l'a noté, a donné une interprétation différente de celle du

requérant. Or le Tribunal disposait aussi de la réplique du défendeur dans laquelle celui-ci affirmait qu'« aucune restriction, qu'elle soit contractuelle ou fondée sur d'autres motifs juridiques, n'empêchait le Secrétaire général ni d'accorder, ni de refuser, un autre engagement », et que « la décision prise dans cette affaire [avait] été légitimement motivée par l'intérêt de l'Organisation, tel que le voyait le Secrétaire général, considération qu'il [avait] à juste titre fait prévaloir sur des intérêts concurrents ». Le Tribunal n'était pas tenu d'accepter telle quelle cette dernière affirmation; il aurait pu considérer les déclarations citées par le requérant comme des éléments prouvant que le problème du détachement et l'absence de consentement du gouvernement concerné avaient pesé d'un plus grand poids que le Secrétaire général n'était disposé à l'admettre. Ce n'est cependant pas la conclusion que le Tribunal a tirée: il a déclaré que le Secrétaire général avait « exercé son pouvoir discrétionnaire de façon régulière ». Il ne s'agit pas de savoir s'il y a eu là erreur de jugement de sa part ou non; ce qui est certain, c'est qu'il n'y a pas eu erreur de droit concernant les dispositions de l'article 101, paragraphe 1, de la Charte. Il pourrait être allégué que le Tribunal a peut-être commis une erreur en ne déclarant pas que le Secrétaire général n'avait pas appliqué correctement les textes pertinents. Encore faut-il rappeler que la Cour a noté, en 1982, qu'« un statut ou règlement valablement adopté par un organe des Nations Unies ne saurait avoir d'autre fondement que [des] dispositions [de la Charte] » mais qu'elle a ajouté:

« Il n'en découle pas pour autant que toute question d'interprétation ou d'application du statut ou du règlement soit une question de droit concernant les dispositions de la Charte » (*C.I.J. Recueil 1982*, p. 358, par. 65).

Quel que soit l'avis qu'on ait sur la manière dont le Tribunal a examiné l'exercice par le Secrétaire général de son pouvoir discrétionnaire, compte tenu de l'incohérence apparente entre l'argumentation du Secrétaire général et les déclarations de hauts fonctionnaires telles qu'elles ont été rapportées, l'essentiel est que le Tribunal n'a pas renoncé à vérifier la conformité de l'exercice de ce pouvoir aux prescriptions de la Charte. Au contraire, il a même réaffirmé la nécessité de s'assurer qu'il n'y avait pas eu « exercice arbitraire ou capricieux » du pouvoir discrétionnaire.

* *

76. Une autre disposition de la Charte que le requérant estime devoir être prise en considération, car il soutient que le Tribunal a commis une erreur de droit la concernant, est le paragraphe 1 de l'article 100, qui est ainsi rédigé:

« Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Secrétaire général et le personnel ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils

s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Organisation.»

Le requérant a souligné qu'il ne soutient pas qu'en lui refusant un nouvel engagement le Secrétaire général n'a fait qu'exécuter les instructions d'un gouvernement ou qu'il est interdit au Secrétaire général de prendre en considération les représentations officielles que lui adressent des Etats Membres. En revanche, il mentionne des «déclarations publiques faites par de hauts fonctionnaires du Secrétaire général» — résumées au paragraphe 16 ci-dessus — dont

«il ressort que *celui-ci pensait* qu'un nouvel engagement du requérant était impossible sans le consentement du Gouvernement de l'Union soviétique, ce qui — le défendeur l'a lui-même admis par la suite — était faux. C'était cette idée fausse, et le fait que le Tribunal ne l'avait pas démentie qui, selon le requérant, allaient à l'encontre du paragraphe 1 de l'article 100 de la Charte.» (Les italiques figurent dans l'original.)

77. L'analyse que la Cour a faite du jugement du Tribunal aux paragraphes 27 à 37 ci-dessus montre qu'elle n'estime pas pouvoir retenir la thèse du requérant. L'argumentation du requérant repose sur les prémisses suivantes : le Secrétaire général pensait ne pas pouvoir donner un quelconque nouvel engagement au requérant sans le consentement de son ancien gouvernement d'origine ; le Tribunal a conclu que c'était bien là ce que pensait le Secrétaire général ; cette idée était erronée en droit, ce que le Tribunal a omis de dire. Or la Cour ne considère pas que le Tribunal a conclu soit que telle était bien l'idée du Secrétaire général soit que cette idée était ou aurait pu être juste. Compte tenu de la nature de la décision que le Tribunal a effectivement prise au vu des faits de la cause, il n'apparaît pas nécessaire d'examiner la question plus avant.

78. Le requérant affirme également que, sous d'autres aspects, le jugement contient une erreur de droit concernant les dispositions de l'article 100 de la Charte. Dans l'exposé de son opinion, tel qu'il a été transmis à la Cour, il est dit :

« La nécessité d'interpréter strictement les limites posées à l'intervention des gouvernements procède non seulement des intérêts de l'Organisation et des droits juridiquement protégés des fonctionnaires, mais également de l'article 100 de la Charte. Un fonctionnaire qui entre à l'Organisation avec le consentement d'un gouvernement ne peut s'attendre à bénéficier d'un traitement spécial et l'Organisation n'est pas autorisée à lui accorder un tel traitement. A fortiori, le Tribunal n'est pas fondé à considérer qu'il serait normal d'accorder un tel traitement... Dans son jugement n° 333, le Tribunal n'a pas jugé abusif que, pour ne pas offenser un Etat Membre, on empêche un fonctionnaire de pénétrer dans les bâtiments du Siège. »

Le requérant fait ensuite allusion au passage du jugement dans lequel le Tribunal déclare que :

« il est apparu que les autorités soviétiques envisageaient de remplacer le requérant par une autre personne qu'elles avaient déjà choisie et dont elles souhaitaient faire compléter la formation par le requérant » (par. XI),

et que :

« Il a été suggéré à celui-ci de se rendre à Moscou dans ce but au début de 1983, mais la demande de congé du requérant a été rejetée par l'ONU. » (*Ibid.*)

Le requérant formule alors le reproche ci-après :

« Le Tribunal ne juge pas abusif qu'un Etat Membre « envisag[e] de remplacer le requérant par une autre personne qu'il a [...] déjà choisie », ou « sugg[èr]e au requérant de partir pour Moscou » peu de temps après que celui-ci avait commencé à exercer des fonctions touchant l'exécution du programme au titre d'un nouveau contrat, acceptant ainsi que l'allégeance que l'intéressé doit à son pays prenne le pas sur celle qu'il doit à l'Organisation des Nations Unies. »

A propos de ces thèses il suffira de faire deux remarques. Premièrement, il n'était pas demandé au Tribunal de déclarer, en vertu de la compétence que lui confère l'article 2 de son statut, que l'interdiction de pénétrer dans les bâtiments du Siège constituait une « inobservation » du « contrat d'engagement » ou des « conditions d'emploi » du requérant puisque ce dernier n'en avait pas fait la demande dans les conclusions qu'il avait présentées au Tribunal. C'est pourquoi le Tribunal n'a pas statué à ce propos. Deuxièmement, le Tribunal n'était pas compétent, d'après son statut, pour se prononcer sur la légalité ou la pertinence des actions d'un Etat Membre, et il ne l'a pas fait. En conséquence, la Cour ne peut pas concevoir que le jugement du Tribunal puisse contenir une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte, qui aurait été commise à l'un ou l'autre de ces titres.

* *

79. Le requérant mentionne ensuite le paragraphe 3 de l'article 101 de la Charte, selon lequel :

« La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. »

Dans la demande qu'il a adressée au Comité, le requérant déduit de cette disposition que

« la prise en considération du cas d'un fonctionnaire dont les états de service montrent amplement qu'il possède toutes les qualités de travail, de compétence et d'intégrité requises et qui bénéficie de l'appui sans restriction de ses supérieurs ne devrait pas être exclue pour des motifs non pertinents, secondaires ou illégitimes... »

Il se plaint que

« ni le jugement [du Tribunal], ni l'opinion individuelle [de M. Ustor] n'indiquent que les membres du Tribunal aient mis en balance les prescriptions impératives de l'article 101.3, avec les autres facteurs qui sont de moindre poids ».

Dans ses observations sur les exposés écrits, il affirme que « le jugement lui-même, en omettant totalement de considérer le paragraphe 3 de l'article 101, fait passer le mérite après d'autres considérations ».

80. Pour la Cour, de tels griefs doivent s'interpréter comme signifiant que le requérant soutient que le Tribunal aurait dû conclure que le Secrétaire général n'avait pas « pris équitablement en considération » son cas, parce qu'il était convaincu (à tort) que le détachement constituait un obstacle à tout nouvel engagement ou parce qu'il avait fait passer les vœux d'un Etat Membre avant « la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité ». Comme la Cour l'a indiqué, le Tribunal, loin de déclarer que le Secrétaire général avait agi en pensant à tort qu'il existait un obstacle juridique, a au contraire conclu que le Secrétaire général avait bien pris « équitablement en considération » le cas du requérant mais qu'il avait décidé, dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire, de ne pas lui accorder de réengagement. Le Secrétaire général a déclaré au Tribunal que :

« La décision actuellement contestée a été prise par le Secrétaire général après avoir tenu compte de toutes les circonstances de l'affaire, et notamment des états de service du requérant, des appréciations de ses supérieurs hiérarchiques et des représentations faites en son nom par son conseil, ainsi que des événements intervenus le 10 février 1983 et par la suite, et des représentations faites à différents égards par les missions permanentes de deux Etats Membres »

et que :

« La décision prise dans cette affaire a été légitimement motivée par l'intérêt de l'Organisation, tel que le voyait le Secrétaire général, considération qu'il a à juste titre fait prévaloir sur des intérêts concurrents. »

Le Secrétaire général a soutenu que l'attention qu'il avait donnée à cette question avait constitué une « prise en considération équitable » du cas au

sens de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale. Comme la Cour l'a relevé, le Tribunal a confirmé ce point de vue.

81. Il est évident que l'expression «la considération dominante» (en anglais, *the paramount consideration*) utilisée à l'article 101 de la Charte n'est pas synonyme de l'expression «la seule considération»; il ne s'agit que d'une considération à laquelle il faut normalement accorder plus de poids qu'à toute autre considération. Cette expression ne signifie pas non plus que «les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité», si elles sont réunies, constituent une considération suffisante pour donner droit à une nomination. Etant donné que le paragraphe 1 de cet article dispose que «le personnel est nommé par le Secrétaire général conformément aux règles fixées par l'Assemblée générale», il est d'autre part évident que c'est au Secrétaire général qu'il incombe de mettre en balance les diverses considérations, qui iraient dans des sens différents, sous réserve des directives générales que pourrait lui donner l'Assemblée générale. La résolution 37/126 contient une telle directive, qui joue en faveur du requérant par rapport à un candidat extérieur ou à un candidat n'ayant pas comme lui accompli plus de «cinq années de service continu en donnant satisfaction». Si l'on considère la situation sous cet angle ainsi que sous celui du paragraphe 3 de l'article 101 de la Charte, il convient de relever que les qualités de travail et de compétence du requérant ont été vivement louées par ses supérieurs. Le Tribunal n'a rien dit qui concerne son intégrité; il a cependant examiné les conséquences du changement de nationalité d'un fonctionnaire dans un autre contexte, qui sera étudié plus loin.

82. C'était au Secrétaire général de se prononcer; il n'incombait pas au Tribunal, et il n'incombe pas non plus à la Cour, de se substituer au Secrétaire général dans l'appréciation de la question. Ce n'est que si la Cour estimait que le Tribunal a entériné une décision du Secrétaire général incompatible avec l'article pertinent de la Charte, ce qui ne lui semble pas être le cas, qu'elle pourrait conclure qu'à ce propos le Tribunal a «commis une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte». On ne peut pas dire que le Secrétaire général, en prenant sa décision, n'a pas respecté le caractère «dominant» des considérations mentionnées au paragraphe 3 de l'article 101 du simple fait qu'il a pris en considération «toutes les circonstances de l'affaire» énumérées dans sa réplique (paragraphe 80 ci-dessus) afin de tenir compte de «l'intérêt de l'Organisation».

83. Il convient cependant de ne pas passer sous silence la mention faite par le Secrétaire général «des événements intervenus le 10 février 1983 et par la suite». Cette date, comme on le sait, est celle de la communication adressée par le requérant au Gouvernement de l'Union soviétique. A ce propos, le Tribunal a formulé des observations sur la signification et la portée des initiatives du requérant, dans un passage du jugement qui n'a pas encore été examiné (voir paragraphe 34 ci-dessus). Le Tribunal y traitait d'un argument, avancé par le requérant pour soutenir que

«même si sa période de service à l'Organisation des Nations Unies

était effectivement ou implicitement effectuée dans le cadre d'un détachement, son statut n'était plus le même depuis le 10 février 1983, date à laquelle il a démissionné de la fonction publique soviétique, et qu'on pourrait en fait présumer qu'une nouvelle relation contractuelle avait été créée entre lui et le défendeur [et que] le défendeur, en ne prenant aucune mesure disciplinaire contre lui, en décidant de le promouvoir, en lui permettant de mener à bonne fin son contrat jusqu'à la date d'expiration de ce dernier (26 décembre 1983), et en l'autorisant à continuer d'occuper le poste de vice-président de la commission des nominations et des promotions, a créé un nouvel accord, encore que tacite, auquel le Gouvernement soviétique n'était en aucune façon partie » (par. VIII).

Le Secrétaire général avait répliqué en ces termes :

« Le défendeur ne considère certes pas que le maintien de rapports avec un gouvernement national est une obligation contractuelle d'un fonctionnaire engagé pour une durée déterminée, qu'il soit détaché ou non, ni qu'une rupture entre un fonctionnaire et son gouvernement constituerait en soi un motif de mettre fin à son engagement de durée déterminée, qu'il soit détaché ou non. Il n'appartient pas au défendeur d'approuver ou de désapprouver le transfert d'allégeance du requérant. »

84. Le Tribunal a examiné « les événements qui ont précédé et suivi la démission du requérant de la fonction publique soviétique » car il a estimé qu'ils apportaient « de précieux éclaircissements pour le règlement de [la] controverse » (par. IX), à savoir la controverse sur la prétendue « nouvelle relation contractuelle ». Il fait observer que « le requérant était en droit d'agir de la façon qu'il jugeait répondre au mieux à ses intérêts, mais [qu']il [devait] accepter les conséquences de ses actes » (par. XII). Après avoir noté que rien « ne pouvait l'autoriser à compter sur le renouvellement de son engagement », le Tribunal a poursuivi :

« Une autre conséquence de ses actes amène à se demander si le requérant répondait aux conditions requises d'un fonctionnaire international. Dans son jugement n° 326 (*Fischman*), le Tribunal a évoqué une opinion largement répandue qui avait été ainsi formulée dans un rapport de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale :

« Les fonctionnaires internationaux doivent véritablement représenter la culture et la personnalité du pays dont ils sont les ressortissants et ... ceux qui choisissent de rompre les liens qui les unissent à ce pays ne peuvent plus prétendre remplir les conditions qui régissent l'emploi à l'Organisation des Nations Unies »,

et le Tribunal a considéré que cette position « [devait] continuer de jouer un rôle déterminant à cet égard. »

La Cour relève à ce sujet que ladite « opinion largement répandue » tra-

duit un point de vue exprimé à la Cinquième Commission en 1953 par quelques représentants, au cours de la huitième session de l'Assemblée générale, point de vue qui ne s'est jamais concrétisé dans une résolution de celle-ci. Dans son jugement n° 333, le Tribunal a déclaré ensuite :

« Dans le même jugement [n° 326], le Tribunal a également cité un extrait de la circulaire ST/AFS/SER.A/238 du 19 janvier 1954 où il est notamment indiqué que :

« La décision d'un fonctionnaire de conserver ou d'acquérir le statut de résident permanent dans ... le pays [de son lieu d'affectation] ne va nullement dans le sens des intérêts de l'Organisation des Nations Unies. Au contraire, cette décision peut nuire aux intérêts de l'Organisation dans le cas des fonctionnaires recrutés sur le plan international qui appartiennent à la catégorie des administrateurs... »

Les Etats-Unis d'Amérique ayant accédé à la demande d'asile du requérant, le problème de la renonciation par ce dernier à ses privilèges et immunités avec l'autorisation du défendeur aurait dû se poser, puisqu'une telle renonciation était nécessaire pour modifier son type de visa conformément à la législation des Etats-Unis. Toutefois, aucun problème ne s'est apparemment posé dans l'immédiat et il semble qu'il n'ait jamais été demandé au défendeur d'accepter que le requérant renonce à ses privilèges et immunités. De plus, un projet de loi visant uniquement le cas personnel du requérant a été ultérieurement présenté à la Chambre des représentants et au Sénat des Etats-Unis. » (Par. XII.)

85. La réplique que le Secrétaire général a présentée au Tribunal et qui contient, au sujet de la question du changement de nationalité, les observations reproduites au paragraphe 83 ci-dessus, est datée du 14 mars 1984. Or, le 17 mai 1984, le Tribunal a prononcé son jugement (n° 326) en l'affaire *Fischman*, jugement dans lequel il refuse d'ordonner l'annulation d'une décision du Secrétaire général empêchant M. Fischman de prendre les mesures qui lui auraient permis d'acquérir le statut de résident permanent aux Etats-Unis d'Amérique pour obtenir ensuite la nationalité américaine; c'est à ce propos que le Tribunal a formulé les observations sur l'importance des liens nationaux reproduites au paragraphe XII du jugement n° 333. Il apparaît donc que le Tribunal, quand il a examiné les conclusions du Secrétaire général, a estimé qu'elles n'étaient pas compatibles sur ce point avec les idées émises en l'affaire *Fischman* et a jugé bon de formuler une mise en garde, bien qu'elle ne fût pas un élément essentiel des motifs du jugement n° 333.

86. Dans ce passage de son jugement, le Tribunal n'a donc pas confirmé ou infirmé une décision du Secrétaire général, mais désapprouvé un argument que le Secrétaire général avait avancé à l'appui de son point de vue. Comme le Tribunal a néanmoins soutenu la position du Secrétaire général, ce passage est un *obiter dictum*. Cela n'a cependant

aucune incidence sur le devoir de la Cour d'examiner si ce motif de contestation est valable ou non. Ce que la Cour doit examiner, c'est le jugement du Tribunal et non l'action du Secrétaire général à l'origine de la requête adressée au Tribunal ; il incombe à la Cour de signaler toute erreur « de droit concernant les dispositions de la Charte » commise dans un jugement du Tribunal qui lui est soumis pour ce motif, que cette erreur affecte ou non la décision dans le cas particulier. Cela ressort clairement du libellé de l'article 11 du statut du Tribunal ; ce n'est que dans le cas où il est allégué que, « dans la procédure, une erreur essentielle » a été commise — quatrième motif spécifié dans cet article — qu'il est nécessaire en plus que l'erreur ait « provoqué un mal-jugé ». Les autres erreurs mentionnées constituent donc en elles-mêmes des motifs de contestation, indépendamment de leur influence sur le dispositif du jugement du Tribunal.

87. La Cour, ayant examiné soigneusement le passage en question, ne s'estime pas en mesure de conclure que le Tribunal y a commis une erreur de droit « concernant les dispositions de la Charte ». Il ne s'agit bien sûr pas de savoir si le jugement rendu en l'affaire *Fischman* contenait une telle erreur mais si le Tribunal, en citant à l'appui de son raisonnement dans le jugement n° 333 la décision qu'il avait rendue dans cette affaire précédente, a commis une telle erreur de droit. En fait le Secrétaire général avait affirmé que le maintien en fonctions du requérant, bien qu'il eût rompu ses liens avec son propre gouvernement, n'impliquait pas qu'une « nouvelle relation contractuelle » eût été créée. Pour le Secrétaire général, le changement de nationalité était un acte dépourvu de conséquences juridiques ou administratives particulières. Le Tribunal a accepté la thèse principale du Secrétaire général, tout en soulignant que, d'après une certaine opinion, le changement de nationalité ne constituait pas nécessairement un tel acte mais un acte qui, dans certaines circonstances, « peut nuire aux intérêts de l'Organisation » (ST/AFS/SER.A/238 cité dans le jugement rendu en l'affaire *Fischman*). Cela ne revient pas du tout à dire qu'un changement de nationalité, ou une tentative de changement de nationalité, puisse être traité comme un facteur l'emportant sur la considération « dominante » définie au paragraphe 3 de l'article 101 de la Charte ; c'est d'avoir ainsi traité la notion de changement de nationalité que le requérant accuse le Secrétaire général.

88. Il est instructif d'examiner un jugement rendu antérieurement par le Tribunal, dans lequel celui-ci a eu l'occasion de constater que le Secrétaire général avait enfreint le paragraphe 3 de l'article 101 de la Charte. Dans le jugement n° 310 (*Estabial*), le recrutement à un certain poste avait été limité à des candidats originaires de pays africains francophones. Si l'on avait agi de la sorte, c'est qu'on avait pensé — à tort selon le Tribunal — appliquer correctement la dernière phrase du paragraphe 3 de l'article 101, aux termes de laquelle : « Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. » (Jugement n° 310, par. XIV.) Le Tribunal a statué comme suit :

« Il n'appartenait pas au Secrétaire général de modifier ces conditions fixées par la Charte et le statut du personnel en établissant comme condition « dominante » la recherche, si légitime qu'elle soit, d'une « base géographique aussi large que possible », en éliminant ainsi la condition dominante posée par la Charte dans l'intérêt du service. » (Jugement n° 310, par. XIV, *in fine*.)

En réalité, la thèse du requérant dans la présente instance consiste à dire que, compte tenu de tous les facteurs qui militaient en sa faveur (plus de cinq ans de service, excellents rapports de ses supérieurs, expérience acquise à un poste exigeant une longue formation), la décision du Secrétaire général ne peut s'expliquer que par le fait qu'il aurait retenu comme considération « dominante » une éventuelle objection des autorités nationales au recrutement d'un fonctionnaire engagé précédemment sur la base d'un détachement et que cela serait contraire aux prescriptions énoncées dans la première phrase du paragraphe 3 de l'article 101 de la Charte.

89. Or le Tribunal a conclu que le Secrétaire général n'avait pas pensé que le détachement constituait en soi un obstacle juridique à un nouvel engagement du requérant, et qu'il avait pris le cas « équitablement en considération ». Il n'a donc pas conclu que le détachement avait été retenu en tant que « considération dominante » concurrente. Le requérant a affirmé que le fait que les autres considérations mentionnées par le Secrétaire général ont pu l'emporter sur les considérations qui militaient en faveur de son réengagement fait sérieusement douter que la « considération dominante » prévue par la Charte ait pu jouer comme elle devrait. Toutefois, comme il a été rappelé plus haut, « la Cour n'[a] pas pour rôle de refaire le procès ni d'essayer de substituer son opinion sur le fond à celle du Tribunal » (*C.I.J. Recueil 1982*, p. 356, par. 58). Tout bien considéré, la Cour n'estime pas pouvoir conclure qu'il ait été établi que, sur ce point, le jugement du Tribunal soit en contradiction avec la Charte. Le Tribunal a établi que le cas du requérant avait bien été pris « équitablement en considération » et par déduction que le Secrétaire général ne s'était pas fait une idée fausse de l'effet du détachement. Le Tribunal a dû avoir présent à l'esprit le contenu du paragraphe 3 de l'article 101 de la Charte lorsqu'il a examiné la question. De l'avis de la Cour, on ne saurait mettre en cause ces constatations en invoquant une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte.

*

90. Il a été affirmé que, dans le passage de son jugement où il cite la décision qu'il a rendue dans l'affaire *Fischman*, le Tribunal constate en fait que les mesures prises par le requérant le 10 février 1983 ou après cette date étaient de nature à « nuire aux intérêts de l'Organisation » et qu'elles faisaient à tel point douter qu'il réponde aux « conditions requises d'un fonctionnaire international » qu'aucune « prise en considération équitable » ne pouvait conduire à un nouvel engagement. Cela, est-il prétendu,

est en contradiction avec la « considération dominante » définie à l'article 101, paragraphe 3, de la Charte. La Cour ne pense pas que ce soit là une analyse exacte du raisonnement du Tribunal. Comme la Cour l'a déjà relevé, les passages cités au paragraphe 84 figurent dans une partie du jugement du Tribunal (par. VIII-XIII) consacrée à l'argument du requérant selon lequel on peut présumer qu'« une nouvelle relation contractuelle avait été créée entre lui et le défendeur » après les événements du 10 février 1983. Le Tribunal était requis d'interpréter les mesures que l'administration avait prises ou qu'elle n'avait pas prises à l'époque, en tant qu'indice de l'existence d'un nouvel accord tacite de ce genre. A ce stade de son jugement, il n'envisageait pas la question de la « prise en considération équitable ». C'est ce qui ressort tout à fait clairement des deux paragraphes XIII et XIV qui suivent celui dans lequel il est fait référence à l'affaire *Fischman*. Le paragraphe XIII contient la conclusion suivante :

« Compte tenu de ce qui précède, le Tribunal conclut que ... aucun accord tacite n'existait entre le requérant et le défendeur, entre le 10 février et le 26 décembre 1983, qui aurait modifié le caractère de leurs relations »,

et le paragraphe XIV est ainsi rédigé :

« C'est en ayant ces conclusions à l'esprit que le Tribunal a examiné l'argument du requérant selon lequel il avait droit — droit qui lui aurait été dénié — à ce que son cas soit « pris équitablement en considération » conformément au paragraphe 5 de la section IV de la résolution 37/126 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1982. »

Ce dernier argument est traité aux paragraphes XIV à XIX du jugement. La Cour estime que les mots « en ayant ces conclusions à l'esprit » ne peuvent être interprétés comme introduisant dans l'examen de la question de la prise en considération équitable l'argument relatif à l'effet d'un changement de nationalité sur les « conditions requises ». Si le Tribunal avait été d'avis que le « rôle déterminant » dont il est question dans le jugement rendu en l'affaire *Fischman* était décisif pour la question de la prise en considération équitable, il n'aurait eu qu'à le dire au paragraphe XIV de son jugement, sans aller plus loin.

*

91. Il faut encore examiner un autre argument relatif à l'allégation selon laquelle le Tribunal aurait commis une erreur de droit concernant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 101 de la Charte. Le Tribunal n'a pas éprouvé la nécessité de se référer à cet article dans son jugement mais l'un des vice-présidents, M. Kean, s'y est référé dans son opinion dissidente. M. Kean a examiné le passage de la lettre du 21 décembre 1983 adressée au requérant (citée au paragraphe 14 ci-dessus) dans lequel il est dit :

« Au moment de la signature de votre présent contrat, votre gouvernement a accepté de vous détacher pour un contrat d'un an, l'Organisation est convenue de limiter à cette période la durée de vos services auprès d'elle, et vous aviez vous-même connaissance de cet arrangement qui ne saurait par conséquent vous autoriser à compter sur une prolongation sans la participation de toutes les parties initialement en cause. »

Sur cet aspect de l'affaire, M. Kean a formulé les observations suivantes :

« Dans le cas du requérant, il était impossible, étant donné les circonstances, que le requérant reprenne ses fonctions au sein de l'administration nationale dont il venait de démissionner, ce que ne souhaitait d'ailleurs ni le gouvernement ni le requérant. Par conséquent, un accord présumé d'exclusion (explicite ou implicite) n'aurait eu pour effet que d'empêcher le requérant d'être employé par l'ONU, immédiatement ou à une date ultérieure, aussi précieux ou indispensables que ses services puissent être. Il est impensable que le défendeur ait jamais été partie à un accord aussi déraisonnable, étant donné que l'article 101.3 de la Charte des Nations Unies stipule que « la *considération dominante* dans le recrutement ... doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité ». (Les italiques sont de moi.) »

M. Kean a donc conclu qu'il n'existait pas d'accord de ce genre ; mais il semble que, si un tel accord avait existé, il aurait été, du moins de l'avis de M. Kean, contraire à l'article 101, paragraphe 3, de la Charte.

92. Si, à l'effet de statuer que le requérant ne remplissait pas les conditions nécessaires pour obtenir une nomination de carrière et qu'il n'était pas en droit de s'attendre à ce que son cas soit « pris équitablement en considération » aux fins d'une telle nomination, le Tribunal s'était fondé sur le fait que l'Organisation était convenue de « limiter ... la durée de [ses] services auprès d'elle », il faudrait alors examiner l'éventualité d'une erreur de droit concernant les dispositions de l'article 101, paragraphe 3, de la Charte. Or la Cour n'a pas l'impression que le Tribunal ait raisonné de cette manière. Il a en effet relevé que :

« Dans la lettre qu'il a adressée le 21 décembre 1983 au requérant, le défendeur a conclu que, comme la participation de toutes les parties en cause était nécessaire pour que l'engagement du requérant soit renouvelé, il était impossible en l'espèce de prendre une décision dans ce sens » (par. IV),

et il a fait observer que cette position concordait avec la jurisprudence du Tribunal en la matière. Mais il s'est borné à en conclure que le requérant n'avait pas établi « qu'il était en droit de compter sur un nouvel engagement de type quelconque » (par. VI). Il n'a pas conclu que le détachement empêchait que le cas du requérant soit « pris équitablement en considéra-

tion» conformément à la résolution 37/126; au contraire, comme il est souligné plus haut dans le présent avis, il a estimé que le cas avait bien été pris en considération. En conséquence, que l'idée que M. Kean se fait de l'effet de l'article 101, paragraphe 3, de la Charte soit juste ou fausse, le Tribunal n'avait pas à se prononcer en la matière, et il ne l'a pas fait. Il ne peut donc pas avoir commis une erreur de droit en ce qui concerne cette disposition de la Charte.

* *

93. Le requérant invoque ensuite l'article 8 de la Charte, disposition à propos de laquelle le Tribunal aurait commis une erreur de droit. Cet article se lit comme suit:

«Aucune restriction ne sera imposée par l'Organisation à l'accès des hommes et des femmes, dans des conditions égales, à toutes les fonctions, dans ses organes principaux et subsidiaires.»

Cette disposition est généralement interprétée comme interdisant toute discrimination fondée sur le sexe, question sans aucun rapport avec la présente instance. Le requérant en propose cependant une interprétation nouvelle, à savoir que «cet article est conçu de façon à avoir une application plus étendue» et qu'il interdit «toute restriction à l'accès de toute personne à toute fonction dans tout organe de l'Organisation des Nations Unies, dans des conditions égales». Quelle que soit la valeur éventuelle de cette thèse, la Cour n'a pas à se prononcer à son sujet, pour deux raisons. En premier lieu, la question n'a pas été soumise au Tribunal. Certes, le Tribunal pourrait être coupable d'avoir commis une erreur de droit relativement à la signification évidente d'une disposition de la Charte, quand bien même cette disposition n'aurait pas été invoquée devant lui, mais on ne saurait lui reprocher de n'avoir pas prévu et examiné une interprétation nouvelle de la Charte, qui n'a jamais été portée à son attention. En second lieu, il s'avère de toute façon que le requérant se fonde une fois de plus, pour invoquer cette thèse, sur le point de vue selon lequel le Secrétaire général aurait considéré qu'il ne remplissait pas les conditions requises pour tout nouvel engagement, si bien que le Secrétaire général n'avait pas pris son cas équitablement en considération. Le requérant allègue que «ce que l'article 8 interdit est toute restriction à l'accès [«eligibility»] à un emploi à l'Organisation [et que] cela n'interdit pas la prise en considération d'autres facteurs pour toute décision particulière en matière d'emploi». Il ne «conteste pas le pouvoir discrétionnaire du Secrétaire général en matière de nominations». Le Tribunal ayant déclaré que le requérant n'avait pas été exclu de l'accès à l'Organisation mais que le Secrétaire général avait simplement décidé, après prise en considération équitable de son cas, de ne pas lui offrir d'emploi, l'article 8, même dans l'interprétation large que défend le requérant, n'entre pas du tout en ligne de compte.

* *

94. Enfin, le requérant soutient que le Tribunal a commis une erreur de droit concernant à la fois l'article 2, paragraphe 1, de la Charte, aux termes duquel « l'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres » et l'article 100, paragraphe 2, ainsi libellé :

« Chaque Membre de l'Organisation s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Secrétaire général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche. »

Le requérant admet qu'il n'a pas été demandé au Tribunal de statuer sur la politique d'un gouvernement quelconque — et que le Tribunal n'était d'ailleurs pas compétent pour le faire — mais il affirme qu'il lui a été demandé de statuer sur les obligations imposées au Secrétaire général par la Charte et le règlement du personnel. Toutefois, il allègue que :

« Si la politique d'un gouvernement entre en conflit avec les obligations qu'a le Secrétaire général de placer tous les fonctionnaires sur un pied d'égalité, de faire du principe du mérite une considération dominante, de ne solliciter ni d'accepter d'instructions d'aucune autorité extérieure à l'Organisation, le Secrétaire général doit, pour reprendre les termes [employés par le Tribunal administratif de l'OIT dans le] jugement rendu dans l'affaire *Rosescu*, veiller aux intérêts de l'Organisation et les faire prévaloir sur d'autres. »

95. Mais on ne voit vraiment pas quelle décision le requérant aurait souhaité que le Tribunal prit pour respecter ces dispositions de la Charte. Ainsi qu'il a été indiqué au paragraphe 76 ci-dessus, le requérant ne prétend pas qu'en lui refusant un nouvel engagement le Secrétaire général n'a fait qu'exécuter les instructions d'un gouvernement ou qu'il soit interdit au Secrétaire général de prendre en considération des représentations officielles qui lui ont été adressées par des Etats Membres. Ce dont le requérant semble donc se plaindre, c'est qu'un certain gouvernement aurait exercé sur le Secrétaire général des pressions de nature telle qu'elles contreviendraient au paragraphe 2 de l'article 100 de la Charte. Si le Tribunal avait été d'avis que tel avait été le cas, il aurait pu conclure soit que le Secrétaire général avait cédé à ces pressions soit qu'il n'y avait pas cédé. Dans ce dernier cas, il n'y aurait pas eu inobservation du contrat d'engagement ou des conditions d'emploi au sens de l'article 2 du statut du Tribunal. Même s'il avait été prouvé (et cela ne l'a pas été) qu'un Etat Membre s'était comporté en violation de l'article 100, paragraphe 2, de la Charte, le Tribunal n'aurait pas été fondé à statuer sur ce point et il ne pourrait donc pas lui être reproché de ne pas l'avoir fait. Si le Tribunal avait conclu que le Secrétaire général avait cédé à des pressions, il aurait été possible que le Secrétaire général ait enfreint le paragraphe 1 de l'article 100 de la Charte, dont il a déjà été question ci-dessus. Or le Tribunal a expressément conclu en ces termes :

« il n'a pas été allégué, et encore moins prouvé, que le défendeur

aurait ... en aucune façon permis que les vœux d'un Etat Membre prennent le pas sur les intérêts de l'ONU et par conséquent qu'il ne se serait pas acquitté des obligations qui lui incombent en vertu du paragraphe 1 de l'article 100 de la Charte» (par. XIX).

En conséquence la Cour ne voit aucune possibilité d'une erreur de droit concernant l'article 2 et l'article 100, paragraphe 2, de la Charte qu'aurait commise le Tribunal.

*

96. En ce qui concerne la seconde question que le Comité lui a posée en l'espèce, la Cour conclut que, dans son jugement n° 333, le Tribunal n'a pas commis une erreur de droit concernant les dispositions de la Charte. Elle doit donc aussi répondre négativement à cette question.

* * *

97. Par ces motifs,

LA COUR,

A. A l'unanimité,

Décide de donner suite à la requête pour avis consultatif;

B. *Est d'avis*:

1) concernant la question 1,

à l'unanimité,

Que, dans son jugement n° 333 du 8 juin 1984 (AT/DEC/333), le Tribunal administratif des Nations Unies n'a pas manqué d'exercer sa juridiction en ne répondant pas à la question de savoir s'il existait un obstacle juridique au renouvellement de l'engagement du requérant à l'Organisation des Nations Unies après la venue à expiration de son contrat de durée déterminée, le 26 décembre 1983;

2) concernant la question 2,

par onze voix contre trois,

Que le Tribunal administratif des Nations Unies, dans ledit jugement n° 333, n'a pas commis d'erreur de droit concernant les dispositions de la Charte des Nations Unies.

POUR : M. Nagendra Singh, *Président*; M. Mbaye, *Vice-Président*; MM. Lachs, Ruda, Elias, Oda, Ago, Sette-Camara, Bedjaoui, Ni et Tarassov, *juges*;

CONTRE : M. Schwebel, sir Robert Jennings et M. Evensen, *juges*.

Fait en anglais et en français, le texte anglais faisant foi, au palais de la Paix, à La Haye, le vingt-sept mai mil neuf cent quatre-vingt-sept, en deux exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et l'autre sera transmis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Le Président,

(Signé) NAGENDRA SINGH.

Le Greffier,

(Signé) Eduardo VALENCIA-OSPINA.

M. LACHS, juge, joint une déclaration à l'avis consultatif.

MM. ELIAS, ODA et AGO, juges, joignent à l'avis consultatif les exposés de leur opinion individuelle.

M. SCHWEBEL, sir Robert JENNINGS et M. EVENSEN, juges, joignent à l'avis consultatif les exposés de leur opinion dissidente.

(Paraphé) N.S.

(Paraphé) E.V.O.
